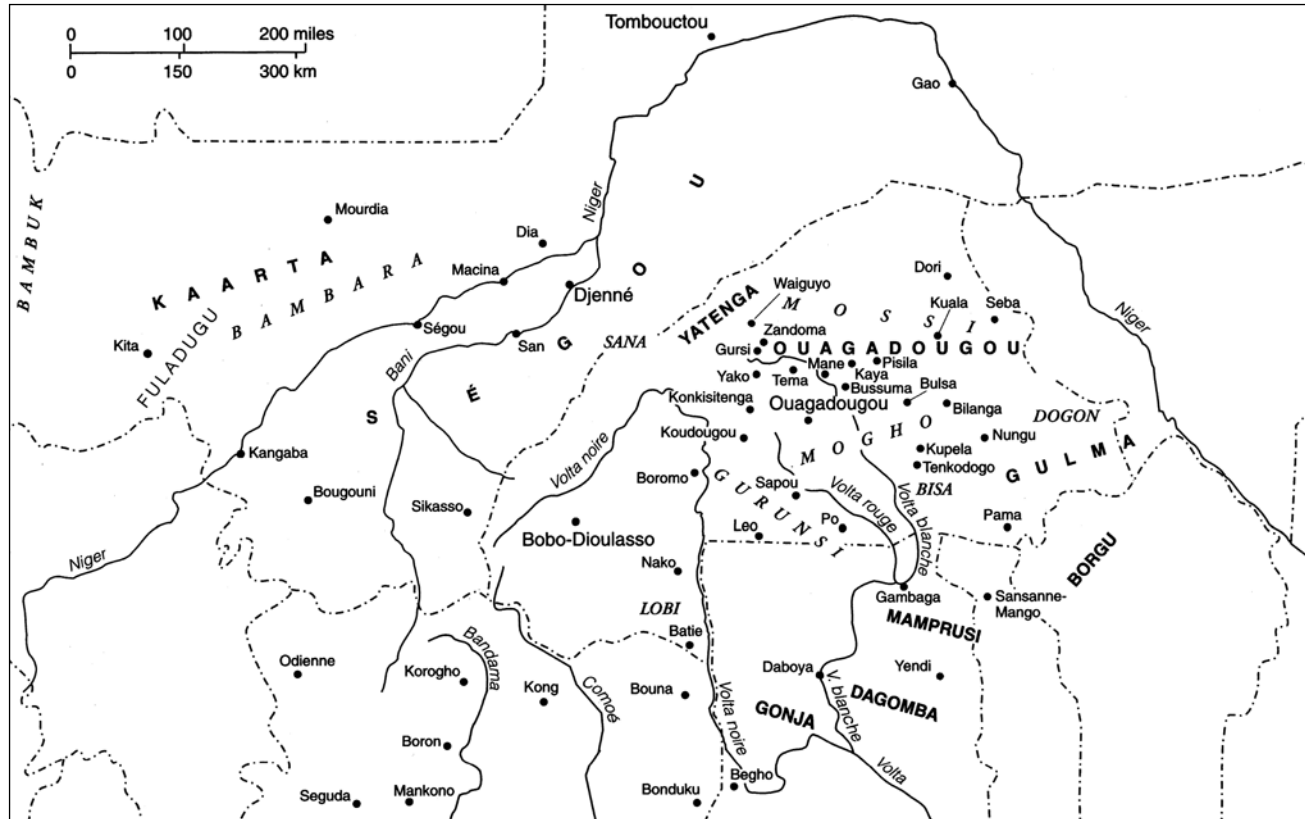


Du Niger à la Volta

M. Izard J. Ki-Zerbo

Après la chute de l'empire de Gao en 1591, à la suite de l'invasion marocaine, les fondements du pouvoir politique régissant la région de la boucle du Niger s'effritèrent. Il se créa donc un vide politique majeur que d'autres pouvoirs allaient peu à peu combler. Le pouvoir se décentralisa durant les siècles suivants, sous l'effet non seulement de forces centrifuges venant du cœur de l'empire écroulé mais aussi de forces d'intégration qui opérèrent sur ses pourtours. Dans la boucle du Niger et le bassin supérieur des Volta, quatre pôles se constituèrent ainsi aux XVII^e et XVIII^e siècles : les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta, les royaumes mossi, les royaumes de Kong et du Gwiriko, enfin les royaumes gulmanceba. Bien entendu, l'arrière-plan de la scène politique était constitué par un grand nombre d'ethnies à pouvoir non centralisé. L'on a parlé de « tribalisation » du pouvoir durant cette période, en particulier sous l'influence de la traite des Noirs qui, même pour des pays aussi éloignés de la côte que la boucle du Niger et les pays voltaïques, constituait la toile de fond du système économique¹. Mais le mot « tribalisation » est néanmoins déplacé parce que, comme nous le verrons, les royaumes africains s'appuyaient sur une base géographique nécessairement hétérogène au point de vue ethnique. En d'autres termes, la tradition du Mali et de Gao se poursuivait ici encore ; néanmoins, elle s'exerçait désormais à une échelle plus réduite, avec d'autres moyens et dans un contexte de plus en plus

1. Les Bambara étaient sur la liste des négriers et il n'est pas impossible que leur sursaut du XVII^e siècle soit lié aussi aux chasses à l'homme de l'époque.



12.1. La région Niger-Volta du XVI^e au XVIII^e siècle.

dominé par des facteurs extérieurs, mais aussi par des chocs internes qui structuraient de nouveaux édifices politiques. Par ailleurs, nous verrons comment certains facteurs d'ensemble, d'ordre socio-économique et religieux, qui n'ont rien de « tribal », ont influé sur ces processus de restructuration, avant de provoquer, à la fin du XVIII^e siècle, les premières fêlures annonciatrices des bouleversements du XIX^e siècle.

Les peuples, les chefferies et les royaumes

Les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta,
du XVI^e au XIX^e siècle

L'évolution politique

Les royaumes bambara² ont des origines qui, sans être anciennes, sont obscurcies par la variété des traditions orales et des chroniques. Celles-ci, recueillies ou établies par des voyageurs, des officiers et administrateurs européens juste avant et après la conquête, ainsi que par des traditionalistes africains, sont fixées maintenant par des écrits assez disparates. La succession des monarques n'est pas toujours la même, *a fortiori* la durée des règnes³.

Cependant, cette étude concerne le développement des sociétés qui ont donné naissance et formé des hommes illustres, plutôt que leurs actes mêmes. C'est pourquoi nous nous attarderons surtout, après une évocation nécessaire du flux des événements, à l'organisation et aux rapports de forces qui ont motivé ces peuples, du XVI^e au XIX^e siècle.

Une autre question contestée est celle des peuples responsables de l'initiative historique dans les royaumes bambara. Tauxier est catégorique à cet égard : « En définitive, écrit-il, les Bambara n'ont jamais été capables par eux-mêmes de fonder des royaumes : les rois de Ségou et du Kaarta étaient d'origine fulbe, ceux de Sikasso et de Kong étaient d'origine mande-jula. Quant au Bambara du peuple, c'est un vrai nègre, assez inférieur, mais relativement travailleur et cultivateur⁴. » Quand on sait que le bambara est aussi une langue mande et que les métissages datent de la nuit des temps, on conçoit que notre principale préoccupation, aujourd'hui, soit ailleurs⁵. Et cela, bien que les alliances biologiques et politiques (ainsi

2. Les Bambara s'appellent eux-mêmes les Bamanaw. Nous nous en tiendrons néanmoins ici à l'orthographe officielle et actuelle de leur nom.

3. De ce point de vue, les ouvrages qui sont le plus souvent concordants sont, d'une part, A. Raffenel, 1846, et L. Tauxier, 1942, et, d'autre part, M. Delafosse, 1912 et 1913, et C. Monteil, 1924. Pour la chronologie, nous suivrons de préférence les deux premiers.

4. L. Tauxier, 1942, p. 8.

5. Plus loin, L. Tauxier (1942, p. 16), à propos de l'anthropologie physique, écrit : « Quatrefages et Hamy concluent, p. 359, que les nègres mandingue et bambara qui habitent la haute vallée du Niger semblent participer aux deux races hawsa et soudanienne, la seconde représentant les nègres inférieurs, les vrais nègres, la race hawsa représentant une race nègre supérieure ou

que les guerres) aient été nombreuses entre les Bambara et les Fulbe, par exemple pour repousser le dernier empereur du Mali, *mansa* Magan (1645), ou l'offensive de Kong. S'il est certain que les origines premières des Bambara se perdent dans des ténèbres insondables, les mouvements contemporains se reflètent dans les traditions qui permettent d'affirmer qu'ils sont autochtones dans la boucle du Niger depuis fort longtemps, précédés sans doute par les Bozo et mêlés également aux Soninke et aux Soso, aux Malinke, aux Fulbe, etc. Quand, à leur propos, Raffenel évoque une légende d'origine qui parle du pays de Toron, à une lune de marche de Ségou, il ne s'agit manifestement pas là du Toron de Wasulu situé assez près au sud-ouest. En fait, l'existence d'une *sanankunya* (parenté à plaisanterie) entre Koulibali (Kurubari) et Keita ou Touré démontre des relations fort anciennes entre Bambara et Malinke⁶ qui, par ailleurs, parlent deux dialectes de la même langue.

Quoi qu'il en soit, le récit de la migration des ancêtres éponymes des dynasties bambara reproduit le thème de la traversée du fleuve qu'on retrouve dans tant de légendes sur les origines en Afrique. Deux frères, Baramangolo et Niangolo, poursuivis par un ennemi et n'ayant pas de pirogue, traversèrent le fleuve (Baoulé ou Niger) en bénéficiant des services d'un énorme *m'polio* (silure) qui les sauva *in extremis*⁷.

Ce qui frappe, dans ce récit originel, c'est l'association rapide qui s'instaure, de gré parfois, de force souvent, avec les Soninke (Marka). Ceux-ci étaient des marchands installés dans la région depuis de longs siècles, parfois comme négociants d'esclaves, et peu portés vers le métier des armes, contrairement aux nouveaux venus. C'est ainsi que sur la rive droite du Niger, l'un des deux frères, Baramangolo, demanda asile aux Buare de Ségou, des Soninke, qui lui accordèrent un territoire, séparé du leur il est vrai, mais qui permettait aux Bambara nouveaux venus de prendre en main la défense de tout le royaume de Ségou. Pendant ce temps, l'autre frère, Niangolo, après avoir traversé le fleuve, édifiait une *tata* (place fortifiée) à Baïko. Les Marka de cette région, après avoir tenté en vain de la prendre d'assaut, finirent par s'accommoder de rapports pacifiques et complémentaires avec les nouveaux venus. Jusqu'au moment où des captifs, amenés du Toron par des Jula, se libérèrent et vinrent grossir considérablement les forces de Niangolo. D'où passage (graduel sans doute) du statut de réfugié à celui de protecteur de leurs hôtes, puis à celui de maître. Ce processus apparaît nettement à travers la plupart des témoignages sur les origines du pouvoir bambara.

Un autre trait dominant de cette histoire, sur ce segment moyen du Niger, stratégique parce que c'est la zone où la courbe du fleuve atteint un

métié de éléments éthiopiens ou hamitiques. »

6. R. Pageard, 1957. Certains auteurs expliquent la marginalisation de ce peuple au temps des *mansa* du Mali par son refus de se plier au pouvoir malien et à la religion islamique. D'où leur nom, *Ban mâ na*, « refus du maître ».

7. Le fait qu'ils aient passé le fleuve sans pirogue serait à l'origine du patronyme Koulibali (de *kulu*, pirogue, et *bali*, privatif), mais il y a d'autres étymologies.



12.2. Statuette soninke représentant un hermaphrodite agnouillé. Bois sculpté, patiné par le sang des sacrifices. Hauteur: 29 cm.
[© G. Berjonneau. ART 135, Boulogne-Billancourt.]

point culminant vers le désert et les routes d'Afrique du Nord, et qui, de ce fait, avait polarisé le pouvoir politique depuis quatre siècles en unifiant les deux rives, résidait dans la difficulté que le pouvoir fût partagé. C'est pourquoi les deux royaumes frères de Ségou et du Kaarta ne cessèrent de s'agresser mutuellement en mobilisant pour cela des peuples qui s'étendaient, à certains moments, des rives du Sénégal au nord de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso).

Il n'est d'ailleurs pas facile de raccorder les deux ancêtres primordiaux et légendaires des dynasties bambara aux premiers leaders historiquement repérés. C'est ainsi que du côté de Ségou, il nous est dit que l'un des descendants de Baramangolo fut Kaladian Koulibali, présenté par nombre d'auteurs comme l'arrière-grand-père de Mamari Koulibali par Danfassari et Soma⁸. Kaladian, sur lequel la tradition orale est muette, apparaît comme ayant presque rétabli la grandeur du Mali au XVII^e siècle, en particulier en reprenant Tombouctou aux Marocains⁹.

Durant cette période, au Kaarta, sur la rive gauche du Niger, Sunsan (vers 1635), fils de Niangolo, aurait, d'après la légende de Nioro, fondé Sunsana, près de Mourdia. Son propre fils Massa (vers 1666) fut un grand cultivateur doublé d'un géniteur prolifique qui maria systématiquement ses dizaines de filles non point à des princes impossibles à rallier à sa cause mais à de pauvres gens, à condition qu'ils viennent habiter à ses côtés et qu'ils épousent aussi sa propre cause. Les razzias auxquelles il se livrait périodiquement attiraient également beaucoup d'aventuriers qui n'étaient admis auprès de lui qu'à condition d'avoir au préalable fait leurs preuves en tant qu'agriculteurs¹⁰. Le fils de Massa, Benefali (vers 1710-1745), continua dans la même voie et étendit considérablement le pouvoir des Massassi par des méthodes alliant habilement la vie patriarcale des champs et la brutalité des coups de main militaires.

Succédant à Benefali, son frère Foulakoro ne put éviter le premier choc grave entre les Massassi et les rois de Ségou. Ces derniers, en effet, étaient plus puissants que les Massassi parce que leur territoire englobait les vallées du fleuve et de ses principaux affluents, la population y était plus nombreuse et ses activités plus variées puisqu'elle comptait des paysans et guerriers bambara, des commerçants soninke et jula, des éleveurs fulbe et maures, des pêcheurs et transporteurs somono et bozo, etc. Cette puissance de Ségou était contrebalancée par le complexe de supériorité des Massassi qui se prévalaient d'une noblesse plus authentique, surtout après le changement de dynastie à Ségou.

Or Foulakoro avait en face de lui, à Ségou, un monarque génial, le vrai fondateur du royaume, Mamari Koulibali (1712-1755). Arrière-petit-fils de Baramangolo, Mamari, qui était doté d'une force physique peu commune et

8. C. Monteil, 1924, p. 21 ; L. G. Binger, 1892, vol. II, p. 386.

9. L. Tauxier, 1942, p. 63.

10. C'est Massa qui a donné son nom à la dynastie. Massassi signifie « fils de Massa », mais aussi « descendants de roi ».

dont la mère préparait du *dolo* (bière de mil) ainsi que de l'hydromel, devint vite le chef d'un *ton* (association de garçons circoncis au même moment), d'où son nom de Biton ou Tiguiton. Chasse, cultures et beuveries communes, sans compter les canulars montés avec ses compagnons, firent bientôt de Mamari un leader social, puis politique, en marge des institutions gérontocratiques et religieuses du pays¹¹. Un conflit devait s'ensuivre sur les plans interne et externe au *ton*. À l'intérieur, une première tension provint du fait que, normalement, les réunions se succédaient chez les différents membres de l'association. Or Mamari décida de monopoliser l'assemblée hebdomadaire du lundi, encaissant ainsi seul les contributions de ses invités. Mais le choc principal opposa Mamari aux commerçants soninke dont le jeune champion, Kassum, fut finalement tué après plusieurs démêlés¹². Sa puissance montante ayant inquiété les anciens, Mamari rompit avec la gérontocratie en éliminant les plus âgés de Donkouna et de Banankoro pour se concilier les plus jeunes.

Quand les adultes de ces villages en appelèrent à l'aide, Mamari en profita pour consolider ses acquis intérieurs par des victoires extérieures. L'une contre Kong, qui offrit de l'or aux Wattara pour s'assurer de leur soutien, l'autre contre les Massassi.

La première intervention de Kong, vers 1725, ne fut repoussée par Mamari que grâce à la coalition avec les Fulbe du Macina qui étaient en train de coloniser le Fouladougou (pays du haut Bakoy autour de Kita). En effet, Sékou Wattara se serait même attaqué au pays Malinke et aurait donc été pris en étau entre les Bambara de Ségou et les Fulbe de Fouladougou. La seconde attaque de Kong fut repoussée grâce à l'appui des Tyero Somono qui lancèrent des essaims d'abeilles contre sa cavalerie¹³. Après avoir délivré San et refoulé les Senufo, le maître de Ségou réduisit néanmoins les lourdes taxes qui pesaient sur les habitants de Kong.

À cette époque, Foulakoro régnait dans le Kaarta¹⁴. Il était engagé dans le siège de Murdia. Cette cité demanda de l'aide à Mamari qui n'attendait que ce signal pour intervenir. Il battit et fit prisonnier Foulakoro qui périt en captivité. Les Massassi durent encore s'éloigner plus à l'ouest. Mamari Koulibali, dit Biton, s'imposa aussi à l'ensemble du pays Bambara, y compris à Bélédougou. Le Macina et Djenné furent placés sous son autorité et il se fit construire des palais par un architecte de Djenné. Enfin, en 1751, il conquiert facilement Niani, la capitale du Mali décadent, dont le chef, Massa Maghan Keita, lui paya tribut. Il en fut de même pour les pachas de Tombouctou

11. Le processus de formation de l'État bambara à partir de l'institution sociale du *ton* sera détaillée ci-dessous.

12. C'est ainsi qu'en proposant de régler les amendes avec des bœufs, Kassum voulut attirer l'association sur le terrain des biens meubles où les Soninke étaient sûrs de dominer.

13. L. Tauxier, 1942, p. 74. À noter que les Jula, eux aussi, élevaient souvent des abeilles qui pouvaient se révéler fort utiles en temps de guerre.

14. Épisode omis par la tradition rapportée par Tammoura et Monteil, mais dont font état Robert Arnaud et Adam. Foulakoro aurait, de surcroît, séduit Bassana, une des filles de Mamari. Voir L. Tauxier, 1942, p. 75.

quand la flottille et la cavalerie de Biton eurent débarrassé la boucle du Niger des Touareg qui y commettaient des exactions.

Les successeurs de Biton furent, quant à eux, des souverains de piètre envergure, à commencer par son fils Denkoro (1755-1757), un orgueilleux sanguinaire qui s'était emparé de la hache d'or, symbole du pouvoir royal, et qui fut vite exécuté par les chefs de guerre. La moyenne des règnes n'excéda plus trois ans. Seul Ngolo Diarra (1766-1790) régna suffisamment longtemps pour mettre en œuvre une réelle politique. Mais il lui fallut d'abord se débarrasser de Nankoroba Nzangue, puis faire prêter serment aux chefs militaires sur des objets magiques dont Mamari lui-même lui avait confié la garde. Il mit ainsi fin à l'agitation des chefs *ton-dyon*, qui étaient devenus des mercenaires, et restaura une vraie monarchie qu'il concrétisa en abandonnant Ségou-Koro pour s'installer en aval, à Ségou-Si-Koro. Gomme Biton, il se fit construire des palais à Djenné et Tombouctou et c'est lui qui affermit la mainmise des Bambara sur le Macina et sur Tombouctou où, désormais, les fonctionnaires civils, descendants des « Marocains » (Arma), furent contrôlés par des chefs de guerre bambara. Sa campagne contre le chef fulbe Sila Makan Yero le mena dans le pays Dogon. De nombreux Fulbe émigrèrent alors vers le Wassalu et le Ganadougu¹⁵. Ngolo, malgré son grand âge, partit en expédition contre le Yatenga, échoua et mourut sur le chemin du retour. Il avait créé à Ségou une nouvelle dynastie.

Après lui, les conflits internes reprirent. Seul Monson Diarra (1792-1808) permit à la puissance de Ségou de se manifester de San à Tombouctou et du pays Dogon au Kaarta¹⁶. Mais ce dernier ne dépérissait pas encore. Après Foulakoro, mort en captivité sous le règne de Mamari, le Kaarta avait repris de la vigueur grâce aux razzias et aux dépens du Bélédougou, du Bambuk et du pays Khassonke. Après Deniba Bo (1758-1761), Sira Bo Koulibali (1761-1780), un grand guerrier, fixa la résidence royale à Guemou. Il s'empara de la moitié du Bakhounou en profitant du fait que Ngolo Diarra était occupé au nord et à l'est. Il pilla Kita, gros bourg malinke situé dans le Fouladougou et, profitant d'une querelle entre deux clans diawara, les Sagone et les Dabora, il chassa ces derniers qui se réfugièrent au Boundou (Bundu) ou à Ségou, cependant que les Sagone, considérés comme libres, furent dispensés du tribut mais soumis à l'obligation de fournir un contingent de guerriers en cas de conflit.

L'organisation sociopolitique des royaumes bambara

Ce qui frappe dès l'abord dans le passage des Bambara à la structure étatique et à la définition d'institutions aptes à diriger de vastes communautés, c'est la formule très originale qu'ils ont inventée pour concilier des usages proprement bambara avec les impératifs inhérents à la vie de royaumes pluri-ethniques de grande envergure. En effet, rien apparemment n'a été

15. L. Tauxier, 1942, p. 96, citant L. G. Binger, 1892.

16. C. Monteil, 1924, p. 89.

emprunté à l'extérieur. Et le plus génial, c'est d'être parti du fonctionnement d'une banale association de base (*ton*) pour forger graduellement les rouages de l'État. Opération qui, si elle n'est pas exceptionnelle dans l'histoire de l'Afrique, a ici l'avantage de nous montrer dans un raccourci saisissant, en l'espace de quelques décennies, le passage des « clans aux empires »¹⁷.

Au royaume de Ségou. Le point de départ du royaume a été le *fla-n-ton* (union de pairs) dirigé par Mamari Koulibali. Un *fla-n-ton* (ou *ton*) était une association de jeunes gens ayant vécu ensemble le rite initiatique de la circoncision¹⁸. En principe, ces promotions successives étaient structurées en trois groupes : les jeunes, les adultes et les doyens.

Les *ton-den* (membres) élistaient un *ton-tigui* (chef) qui pouvait être aussi bien un esclave domestique qu'un fils de notable. En effet, la première caractéristique du *fla-n-ton* résidait dans l'égalitarisme absolu entre les originaires de tous les groupes sociaux, qui contrastait avec la hiérarchie clanique ou gérontocratique ambiante.

Les autres gestionnaires de l'association comprenaient le préposé aux partages et à l'observation des statuts, l'appariteur qui convoquait les assemblées et, parce qu'il proclamait les décisions, était surnommé le *ton-djeli* (griot du *ton*), et le *ton-masa* (chef du *ton*), porte-parole du *ton-tigui*. L'entraide mutuelle et la mise en commun des moyens pour participer à la vie sociale constituaient les objectifs du *ton*.

Nous avons vu comment Mamari Koulibali avait fortifié son groupe contre les tentatives de récupération par le groupe rival des jeunes Soninke de Kassum et contre les plus âgés qui s'opposaient à son plan, d'abord en leur qualité de *faaya* (pères), puis en mettant en avant les exigences du travail agricole. En éliminant physiquement les anciens de Donkouna et de Banankoro, Mamari rompait avec l'autorité gérontocratique et se substituait à elle en tant que *faa* (père) des *ton-den*. Or, de nombreux autres membres de la société, au fil des succès de leur leader, s'étaient agrégés au groupe de départ : débiteurs insolvables, condamnés graciés, captifs en rupture de ban, jeunes en quête d'aventure. Ces nouvelles recrues furent admises avec le statut de *ton-dyon* (captifs du *ton*). Mais après le massacre des vieux, Mamari convoqua les *ton-den* et leur fit brutalement couper les cheveux à la manière des *ton-dyon*¹⁹. La tradition met à ce moment dans la bouche de Mamari une phrase capitale : « Nous ne croquerons plus ensemble les arachides du *ton*, nous ne boirons plus ensemble la bière du *ton* ; je suis le fils de Dieu ! » C'est alors que d'aucuns se seraient écriés : « Que la *ton* d'aujourd'hui (*bi-ton*) est cruelle ! » D'où le surnom de Biton conféré à Mamari.

Quand les membres de l'association, qui finalement correspondait à la force armée de l'État bambara, affluèrent, il ne fut plus question de *fla-n-ton* mais de *foroba-dyon* (captifs du grand champ commun) ou de *furuba-dyon*

17. *Ibid.*, p. 290 et suiv.

18. En fait, le *fla-n-ton* réunissait les membres de trois promotions successives de circoncis.

19. Trois touffes de cheveux échelonnées du front à la nuque.

(captifs de la Grande Union) dont les premiers *ton-dyon* constituèrent l'aristocratie. Cette structure fut renforcée encore par l'affiliation des *ton-dyon* aux cultes dont Mamari était le grand maître, par l'affectation des contingents de *ton-dyon* à la tutelle de ses propres parents, par le choix du *ton-masa* non plus parmi les *ton-dyon* mais parmi ses esclaves personnels et, enfin, par la règle qui veut que le *foroba-dyon* le demeure à vie et que ses enfants naissent et demeurent *foroba-dyon* comme lui-même.

L'aboutissement de ce processus à la fois d'abstraction mais aussi de personnalisation et d'accumulation du pouvoir, et plus précisément des armées, autour du chef de cette machine politico-militaire fut l'attribution du titre de *faama*²⁰ c'est-à-dire de seigneur détenteur du pouvoir suprême. La confusion de ce statut avec celui de patriarche d'une communauté familiale fut l'une des graves contradictions du système puisque, au départ, les biens accumulés par les contributions, les razzias et les prises de guerre demeuraient dans le Trésor public (*foroba*) et profitaient à la communauté. Mais la fiction communautaire n'a que brièvement masqué la privatisation des biens d'État, jusqu'au moment où le serment collectif, synallagmatique, engageant le *ton-tigui* lui-même lors de son élection, fut remplacé par le serment unilatéral imposé à ses électeurs par Ngolo Diarra. Le *faama* disposa alors d'un pouvoir discrétionnaire sur les biens de l'État qu'il utilisa en faveur des militaires les plus valeureux, en leur donnant de quoi « réparer les déchirures de leurs blouses ». Certes, le souverain était entouré d'un sénat consultatif de 40 membres (guerriers, religieux, etc.), mais ces notables lui avaient juré fidélité lors des rites occultes organisés sur une île du Niger et avaient fait allégeance après l'investiture.

Une autre contradiction majeure du système fut la tentative des successeurs de Mamari de transformer les *foroba-dyon* en serfs d'État voués à l'agriculture, ce qui provoqua une grave crise de résistance de la part des guerriers. Mais à la longue, certains des chefs militaires tentèrent de se retirer sur leurs terres, ce qui entraîna des représailles terribles du pouvoir central.

Il est toutefois certain que, exception faite des règnes de très fortes personnalités comme Mamari Koulibali et Ngolo Diarra, l'esprit égalitariste et presque anarchique du *fla-n-ton* n'avait jamais complètement disparu. C'est lui qui poussa l'assemblée des *ton-dyon* à supprimer purement et simplement Denkoro, le fils et successeur de Mamari, « pour changer la semence ». Au départ, les *ton-dyon* tenaient parfois le *faama* à leur merci, par exemple en refusant les ordres de mobilisation et les feuilles de route. Néanmoins, bien que les assemblées générales des *ton-dyon* du lundi et du jeudi aient persisté longtemps, à la longue elles « n'eurent plus un rôle délibérant, ni même consultatif, que dans les circonstances graves²¹ ». Le conseil des chefs militaires se substitua de plus en plus à l'assemblée géné-

20. Mamari Koulibali fut ainsi à la fois *faa* (père d'une communauté biologique) et *faama*, littéralement « homme de puissance, d'autorité ». Voir C. Monteil, 1924, p. 303. Ce titre typiquement mande passera aux souverains jula, y compris samori.

21. C. Monteil, 1924, p. 309.

rale. Mais ce conseil lui-même s'affaiblit au fur et à mesure que certains de ses membres s'éloignaient de Ségou avec l'extension même du royaume, accentuant de ce fait le glissement vers l'autocratie du *faama* désormais influencé surtout par son entourage immédiat. Néanmoins, pour ranimer l'attachement des troupes à sa personne par un contact personnel, le *faama* convoquait encore l'assemblée au moins une fois l'an pour la réitération des serments de loyalisme, l'accomplissement de rites religieux et l'incorporation des jeunes recrues.

L'armée de Ségou. Lors de l'élection du souverain, les insignes royaux étaient l'arc, le carquois et la hache d'or — symboles non équivoques de l'activité principale de l'État. En effet, la tradition orale nous parle des performances de cette armée des *faama* de Ségou, en particulier pour le siège des villes : utilisation de béliers pour ébranler les murs ou les palissades et d'échelles pour les escalader, jets de flèches enflammées pour provoquer des incendies. L'unité de base de l'armée était le *señ* (littéralement le pied). Plusieurs *señ* constituaient un *bolo* (bras). Quand l'armée se présentait en ordre de bataille, elle offrait, au centre, son corps principal composé de *sofa* et appelé *disi* (poitrine). Ce gros de la troupe était flanqué, à droite et à gauche, de *bolo* dénommés respectivement *kini-n-bolo* (bras droit) et *numa-n-bolo* (bras gauche), composés de *foroba-dyon* encadrés par des *ton-dyon*. Derrière le *disi* venait un corps de réserve formé de *ton-dyon* éprouvés, le *ton-koro-bolo*. Seul le *faama* désignait le *keletigui* (chef d'une expédition ou maître de la guerre).

Outre cette armée régulière, il y avait bien entendu des contingents alliés ou volontaires, équipés eux aussi par le *faama* ou par des négociants liés par contrat au souverain.

Les armes se composaient de haches (celles des chefs étaient en métaux précieux), de flèches, de lances et de fusils dont les premiers, du genre tromblon, semblent être venus de Kong. Les tambours jouaient un rôle important, tel le grand *tabala*, lié à chaque souverain et qui annonçait la guerre, ou encore le *dunuba* qui, habilement joué, transmettait des messages de place en place sur des distances considérables. Il y avait aussi des trompes et des xylophones.

L'animateur de tout cet ensemble était le griot chargé d'armer les cœurs pour les combats, par exemple la veille des expéditions où des chefs de guerre s'engageaient alors par serment à accomplir tel ou tel exploit.

L'armée fut le lieu privilégié du brassage « national ». S'y trouvaient mêlés des gens de toute extraction sociale, ethnique et géographique. Un ancien captif pouvait commander à des nobles et tel Fulbe marchait à la tête d'un contingent composé de Bambara. Les jeunes étaient donc attirés par ce système, assurés qu'ils étaient, s'ils survivaient, de vite faire fortune. En effet, un quart du butin revenait au roi, un quart aux chefs religieux, et un quart aux Somono qui assuraient les transports fluviaux, le quart restant revenait aux troupes, sans compter les razzias individuelles des soldats rattachés à un commandement autonome de type « proconsulaire ».

L'organisation de l'ensemble territorial était concentrique, comme dans la plupart des royaumes africains, partant du noyau originel le long du Niger et de Ségou-Koro, la capitale, pour s'étendre à Kirango et aux territoires annexés au fil des ans, en passant par la bande axiale longeant le fleuve de Kangaba jusqu'à Tombouctou. Cet espace privilégié de l'action étatique des rois de Ségou avait reçu un nom fort imagé, le *too-daga*, la marmite de *too* (pâte de mil qui constituait le plat principal des Bambara). Pour la gestion des biens provenant de ces territoires, le fils aîné jouait un rôle particulier qui s'accroissait avec l'âge de son père, de façon à le préparer à ses futures responsabilités. Par la confusion croissante entre les biens d'État et la richesse personnelle, les fils aînés des rois furent généreusement dotés et leurs résidences jalonnèrent le cours du Niger. Dans les régions périphériques, le pouvoir était quasiment délégué soit aux chefs autochtones, soit aux gouverneurs désignés par Ségou.

Deux communautés furent particulièrement mises à contribution pour l'organisation de l'armée et du royaume : les Somono et les Fulbe. En effet, le Niger était l'artère maîtresse du royaume, indispensable pour l'approvisionnement en poisson, pour les transports civils et la logistique militaire. Les Somono, pêcheurs de leur état, furent donc enrôlés au service de l'État, renforcés par les *foroba-dyon* et requis pour les transports et la fourniture du poisson, sous forme de redevance, étant entendu que leur groupe bénéficiait de la protection spéciale du roi et qu'ils avaient toute latitude pour organiser à leur guise leur travail professionnel sur les plans technique et rituel.

Il en fut de même pour les Fulbe grâce à l'institution des *foroba-fulaw* (fonctionnaires fulbe) qui n'étaient que pour une petite minorité des Fulbe, ethniquement parlant. Hommes libres, ils furent renforcés par des *foroba-dyon* et astreints à l'élevage des troupeaux publics. Leurs fils comme ceux des Somono gardaient le statut de leur père. À ces deux groupes, il faut ajouter les nombreux *foroba-dyon* établis comme paysans dans des terroirs agricoles pour les besoins des souverains de Ségou.

Dans le royaume du Kaarta. L'organisation sociopolitique des Massassi était analogue à celle du royaume de Ségou, mais elle était plus autocratique. Lors de l'intronisation du roi, certains rites étaient particulièrement chargés de sens. Le chef des *ton-dyon* prenait la direction de la maison royale et retirait tous leurs bijoux aux femmes du roi défunt pour les remettre dans le trésor royal. C'était à un représentant de la famille alliée des Kassi Konare qu'il revenait de faire asseoir le nouvel élu sur la peau de mouton, de le coiffer d'un bonnet rouge et de lui passer les anneaux d'or et les bracelets d'argent. Puis il lui adressait un discours rappelant les orientations politiques du prédécesseur et ce que le clan royal attendait de lui. Le chef des *ton-dyon* se prosternait alors pour jurer allégeance et soumission au nom de toutes les troupes. La succession royale n'a jamais posé de problème chez les Massassi car ils contrôlaient fermement le pays par l'intermédiaire des gouverneurs de province et des chefs de corps d'armée. Par ailleurs, le corps des *sofa*, directement lié au roi, était très fortement structuré et permettait

de dissuader les chefs des *ton-dyon* de toute velléité de révolte. Enfin, le chef supérieur des *ton-dyon* était un homme du souverain et tous les chefs, tous les corps de troupe et les alliés du clan étaient membres de la confrérie qui vénérât l'esprit protecteur du clan.

Bref, le clan des Massassi apparaît comme plus homogène que celui de Ségou parce qu'il n'a pas été, à l'origine, enfermé dans le cadre d'une institution locale préexistante. Il s'est formé et développé librement, sous l'initiative de la famille Massassi qui s'en est toujours jalousement assuré la direction²².

Sur le plateau central voltaïque, les royaumes mossi²³
du XVI^e au XIX^e siècle

*Les origines*²⁴

Le phénomène majeur qui s'est produit durant cette période sur le plateau voltaïque est incontestablement la structuration des royaumes mossi dont les premières formations datent du milieu du XII^e siècle. Si, comme les auteurs le font généralement, on considère la Na Gbewa et la Na Nedega des traditions mossi comme une seule et même personne, on voit que par Naaba Rawa et Naaba Zungrana (les fils de Naaba Wedraogo, lui-même fils de Yennenga, fille de Na Nedega), les dynasties mossi sont liées aux royaumes mamprusi, nanumba et dagomba. Avec Naaba Wubri — dont l'avènement à la tête du futur royaume de Ouagadougou²⁵ date de 1495 environ — et Naaba Yadega, petit-fils agnatique de Naaba Wubri, qui fonda le royaume du Yatenga vers 1540, commença le processus de structuration politique des royaumes mossi qui se développera durant les deux siècles suivants.

Des trois royaumes fondés par les descendants de Na Gbewa (mamprusi, nanumba, dagomba), seul le Royaume dagomba joua un rôle de premier plan à partir de Na Nyaghse (1460-1500)²⁶. Les règnes suivants, du début du XVI^e siècle²⁷ au milieu du XVII^e siècle, sont très mal connus. Il y est question surtout de conflits dynastiques internes. Or, dès la seconde moitié du XVI^e siècle, le Royaume gonja est créé par un chef mande, Naaba²⁸.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, les rois du Gonja lancèrent des expéditions à partir de Yagbum, la capitale. Une de ces guerres, conduite contre le Dagomba par Lata-Jakpa (vers 1623-vers 1667) les conduisit à

22. C. Monteil, 1924, p. 330. L'auteur rapproche cette structure de celle du Khasso.

23. À propos de Moose ou de Mossi, il convient de rappeler que le singulier est moaga, le pays le Mogho, la langue le more; le vrai nom de Ouagadougou en more est Wogodogo, mais, par conformité avec l'orthographe actuelle, nous utiliserons Ouagadougou.

24. Pour les origines, voir UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.

25. *Ibid.*

26. Sur le groupe des royaumes mamprusi-nanumba-dagomba, voir H. A. Blair et A. Duncan-Johnstone, 1932; S. J. Eyre-Smith, 1933; E. F. Tamakloe, 1931, p. 193.

27. N. Levtzion, 1964c.

28. J. Goody, 1967.

la victoire. Na Dariziegu du Dagomba fut tué et le Gonja s'empara de Daboya, centre de production de sel. Mais en 1713, le Dagomba, sous le règne de Na Zangina converti à l'islam, refoulait une nouvelle invasion du Gonja écrasé à la bataille de Tunuma (Tuma). La paix signée alors mit fin aux agressions du Gonja qui, sous Lata-Jakpa, harcelait d'ailleurs aussi le Royaume nanumba.

Or, vers 1740, éclatait au sein même du Dagomba un conflit successoral grave opposant Na Garba, nouvellement nommé, à un prince, candidat malheureux au trône. Prenant avantage des turbulences que connaissait le Dagomba, le souverain des Ashanti, Opoku Ware, lança en 1744 une expédition contre Yendi afin de soutenir le parti hostile au nouveau roi. Na Garba, fait prisonnier, ne fut libéré que contre l'engagement d'envoyer à Kumasi un tribut annuel de 2 000 captifs, chiffre énorme, même compte tenu de la quote-part du Gonja oriental²⁹. Ce traité devait peser lourdement sur l'avenir du Dagomba condamné désormais à trouver sans cesse de nouvelles sources d'approvisionnement en captifs. Les guerriers dagomba avaient ainsi comme principale fonction la chasse à l'homme dans les ethnies moins structurées sur les plans politique et militaire. Des mercenaires furent recrutés à cet effet. À la fin du XVIII^e siècle, le Dagomba n'était qu'un relais de l'influence de l'Ashanti, ressentie jusqu'aux confins du Mogho (pays Mossi).

Le royaume de Ouagadougou

Dans l'histoire du Mogho central et méridional, on compte, entre 1500 et 1800, 23 successeurs de Naaba Wubri. Les *nanamse* (princes) avaient jusque-là étendu considérablement leur emprise territoriale puisqu'elle atteignait la région de Yako et Gursi, et ils prétendaient ainsi à l'héritage de Naaba Rawa dont l'autorité avait couvert une grande partie du bassin de la Volta blanche³⁰. Le règne de Naaba Kumdumye³¹, fils de Naaba Nyin-gnemdo qui avait établi le pouvoir moaga sur la vieille localité de Ouagadougou (Wogodogo), commença par un conflit dynastique aux conséquences très graves. En effet, une concurrence pour le trône s'était établie avec un autre candidat, Naaba Yadega. Ce dernier, débouté, bénéficia néanmoins du soutien de l'aînée de ses sœurs, Pabre³², qui détourna en faveur de son frère les prérogatives royales de Naaba Wubri. Avec ces insignes de la légitimité royale, Naaba Yadega gagna Gursi et, après s'être débarrassé brutalement de son ancien tuteur Naaba Swida, il conquiert la région qui porta ensuite son nom, le Yatenga (de *Yadega-tenga*: terre de Yadega)³³.

29. Voir le chapitre 14.

30. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.

31. M. Izard, 1970, vol. I, p. 150-170.

32. La régence entre l'annonce du décès du roi et la nomination de son successeur était assurée par la fille aînée du roi défunt, appelée *napoko*. Pabre était une *napoko*.

33. C'est peut-être à partir de Naaba Kumdumye que les souverains descendant de Naaba Wubri ont pris le titre de *mogho naaba* (*naaba* du pays Mossi), comme pour affirmer leur souveraineté sur l'ensemble du territoire, malgré la sécession de Yadega.

Naaba Kumdumye installa ses fils à Yako et Téma, futurs commandements indépendants. En effet, l'implantation moaga dans les territoires occupés ou revendiqués était encore très lâche. En casant des princes dont la loyauté n'était pas au-dessus de tout soupçon, le roi faisait d'une pierre deux coups: il occupait le terrain politiquement et il tempérait l'impatience de candidats virtuels à la couronne. Mais, contradictoirement, c'est par cette voie que certains commandements périphériques se transformèrent en royaumes ou principautés indépendantes. Il ne s'agissait pas là d'un processus mécanique et général. Néanmoins, certaines dynasties solidaires, à leur naissance, du souverain qui les avait créées, allaient progressivement l'être de moins en moins à mesure qu'elles s'éloignaient généalogiquement et territorialement de la lignée royale.

D'autres fils du monarque furent envoyés à Mane, à Konkistenga (nom dérivé de Naaba Konkise), ainsi qu'à Busuma (Boussouma). Ses successeurs continuèrent cette politique qui était destinée à créer, semble-t-il, entre eux et le Yatenga un écran protecteur constitué par ces marches septentrionales.

À la fin du XVI^e siècle, Naaba Kuda déplaça la résidence royale pour s'installer à Sapone, ce qui dénotait un développement encore embryonnaire de l'appareil d'État. Il installa lui aussi ses fils dans des régions comme Laale, Zorgo et Riziam.

Après un siècle presque vide d'informations sur le royaume de Ouagadougou, le XVIII^e siècle débute par le règne d'un usurpateur fulbe, Naaba Moatiba (1729-1737)³⁴. Qu'il ait aimé guerroyer s'explique bien par le fait qu'il a dû se défendre contre les princes mossi coalisés. Il serait mort empoisonné et son nom, comme celui de ses descendants, a été supprimé de la généalogie officielle de la cour.

Naaba Warga (1737-1744) eut un règne assez court mais riche en initiatives visant à structurer fortement la monarchie³⁵. Les guerres se succédèrent certes, peut-être pour ramener sous le pouvoir de Ouagadougou les commandements régionaux qui, comme Yako, Mane et Tatenga (Riziam), cherchaient à se libérer de sa tutelle. Le Tatenga avait pratiquement acquis son indépendance et son chef, Naaba Manzi, était même expansionniste. Mais Naaba Warga fut aussi un grand législateur. D'après Yamba Tiendrebeogo, il codifia l'annonce rituelle des *zabyuya* lors de la cérémonie d'investiture des chefs, les trois déclarations solennelles qui sont faites alors. La première consistait en un remerciement aux grands électeurs, la deuxième indiquait le programme d'action du nouveau chef, avec souvent une mise en garde voilée aux adversaires, la troisième, enfin, était une manifestation du caractère du chef. Parallèlement, Naaba Warga organisa la cour royale en créant deux corps de serviteurs, l'un formé de

34. Ce nom serait une déformation du prénom musulman Modibo. Cette usurpation jette sans doute une lumière sur l'obscurité du siècle précédent, pour indiquer qu'il a dû être très troublé.

35. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 25-32. Il est possible que ce roi ne soit pas à l'origine de toutes les initiatives que l'auteur lui attribue, car c'est une figure plus controversée qu'il ne paraît dans son ouvrage.

Mossi, l'autre de captifs, chacun d'eux comprenant des *sorondamba* (jeunes serviteurs) et des *bilbalse* (serviteurs adultes). De plus, certaines charges furent confiées à des eunuques, cependant que Naaba Warga mettait en place le système du *pogsyure* (*napogsyure*) royal, système de capitalisation et de distribution des femmes, assurant au groupe des serviteurs royaux les conditions de sa reproduction. En effet, les filles reçues ou rassemblées étaient attribuées en mariage à des serviteurs, et les premiers nés de ces unions étaient voués soit au service royal pour les garçons, soit à la capitalisation en vue du *napogsyure* pour les filles.

En matière de droit criminel, Naaba Warga institua peut-être le châtiement de la castration. Il aurait codifié le droit coutumier tel qu'il existait lors de la période précoloniale, sans que toutes ses initiatives nous apparaissent avec précision. Bref, la fin du XVII^e siècle et la première moitié du XVIII^e siècle voient la mise en place définitive du système politique moaga, et cela aussi bien au Yatenga que dans le Mogho central et méridional. Après le long règne pacifique de Naaba Zombre (1744-vers 1784) et celui de Naaba Kom (1784-vers 1791) qui, le premier, laissa l'influence islamique se répandre, le règne de Naaba Saaga (1791-1796) fut marqué par des troubles intérieurs annonciateurs des bouleversements du XIX^e siècle³⁶.

Les petits royaumes du Mogho central

Les petits royaumes et les chefferies du Mogho méridional ne sont pas encore bien connus, malgré un apport notable de données dû aux travaux de Jonzo Kawada. Tel est le cas de l'énigmatique royaume de Tankudgo (Tenkodogo)³⁷.

À l'est et au nord-est, en revanche, trois royaumes se détachent : Balsa, Busuma³⁸ et Tatenga, le dernier dominant dans la région au XVII^e siècle et le deuxième (Busuma) au XVIII^e siècle. La principauté de Balsa remonte sans doute au début du XVI^e siècle avec l'installation de Naaba Namende, fils et *kurita*³⁹ de Naaba Wubri.

Le royaume de Busuma, lui, intégra successivement les chefferies qui, au début du XVII^e siècle, étaient encore dispersées dans cette zone : le Naamtenga (région de Luda) au début du XVIII^e siècle, puis la chefferie de Pisila et, enfin, le Salmatenga (région de Kaya). Mais le sort du futur royaume se joua dans la seconde moitié du XVIII^e siècle quand l'État voisin du Tatenga, fondé par un fils de Naaba Kuda, vit accéder au pouvoir un redoutable et ambitieux guerrier, Naaba Manzi. Néanmoins, à la fin du

36. L. Frobenius, 1911-1913 et 1924.

37. J. Kawada, 1979. Notons que Tankudgo signifie « la vieille montagne » et, donc, que la transcription administrative actuelle Tenkodogo ne vient pas de *teng kudgo*, « la vieille terre », comme cela a été souvent rapporté.

38. Sur Busuma et Balsa ainsi que Mane et Tema, voir G. Chéron, 1924 ; M. Izard, 1970, vol. II, p. 230-252.

39. Le *kurita* du roi est son représentant sur terre après sa mort ; *kurita* signifie « mort-régnant ». Choisi parmi les fils qui ont peu de chances de régner, il est désormais exclu du trône ; il est exilé loin de la cour car il lui est interdit de rencontrer le successeur de son père.

XVII^e siècle, Naaba Ruubo du Busuma, avec l'aide de Mégé et de Salogo, renversa la situation et réussit à éliminer au cours d'une bataille le terrible Manzi, dont le fils Wema ne put que se retrancher dans les limites du massif de Riziam, qui allait encore être amputé au XIX^e siècle au profit du Yatenga.

*Le Yatenga*⁴⁰

Les successeurs de Naaba Yadega, dont nous avons dit dans quelles conditions il s'était exilé de Ouagadougou, n'exercèrent leur autorité que sur une zone peu étendue, en transférant peu à peu, à partir de Gursi et de Lago, leurs résidences royales vers le nord, tout au long du XVI^e siècle. Or, le Nord était occupé par le royaume de Zandoma, sous l'autorité des descendants de Naaba Rawa. L'action politique et militaire de Naaba Lambwega consista justement à démanteler l'héritage de Naaba Rawa, cependant qu'à l'est, il intégra les anciennes chefferies kurumba du Lurum⁴¹.

À la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, les descendants de Naaba Lambwega s'employèrent à investir l'espace du royaume considérablement élargi, en y implantant des chefferies mossi réservées à des princes, en colonisant le Lurum, en contenant les Fulbe du Macina et du Jelgoji, mais aussi en maintenant le *statu quo* territorial intérieur au pays Moaga⁴². C'est ainsi que, vers le milieu du XVIII^e siècle, commencèrent avec Yako⁴³ une série d'affrontements qui allaient durer jusqu'au début du XIX^e siècle et qui visaient à prendre le contrôle des petites chefferies de Busu-Darigma et de Nyesga. Naaba Nabasere mourut à cette tâche.

Le règne de Naaba Kango

À la mort du fils de Naaba Nabasere, Naaba Piiyo (1754), à qui l'on doit sans doute l'introduction des premiers fusils au Yatenga, son frère cadet, Naaba Kango, accéda au pouvoir. À peine élu, il fut violemment contesté par des princes menés par Naaba Wobgo. Contraint de renoncer au trône et de s'exiler avec une poignée de fidèles compagnons, il gagna Kong puis Ségou où il obtint l'appui des Koulibali pour reconquérir son trône. En 1757, à la tête d'une armée de mercenaires comprenant des fusiliers bambara et des archers bwaba et samo, il revint au Yatenga. Mais son séjour dans des centres renommés pour leurs échanges économiques et leur pluralisme poli-

40. L. Tauxier, 1917; M. Izard, 1970, 1980 et 1981, vol. II, p. 275-381.

41. Les Kurumba (Fulse en more) occupaient une vaste région allant du nord du Gulma au Yatenga; ils auraient créé le « royaume » de Lurum qui occupait une partie du Jelgoji actuel (région de Jibo). Le roi, résidant à Mengao, portait le titre d'*ayo* ou de *lurum'ayo*, ou encore de *lurun'yo*.

42. C'est ainsi que le *naaba* de Zitenga (capitale, Tikare), au sud-est du Yatenga, était considéré comme un *kombere* du Yatenga. Un *kombere* est un chef régional disposant d'une large autonomie marquée principalement par le droit de nomination des chefs locaux. En fait, le Zitenga était indépendant du Yatenga.

43. D. Nacanabo, 1982.

tique l'avait transformé et ce n'était plus le même prince qui rentrait dans son pays. Sa politique en donna la preuve éclatante. Ayant battu Naaba Wobgo qui s'exila, Naaba Kango commença son règne par un acte spectaculaire : il refusa de faire le voyage d'intronisation du *ringu* qui, seul, conférait au souverain du Yatenga, simple *naaba* (chef) à sa nomination, la dignité de *rîma* (roi)⁴⁴. Ce refus de faire légitimer son pouvoir fut une rupture décisive avec le passé.

De même, il fonda la capitale, Waiguyo (Ouahigouya), vers 1780, non loin de l'ancienne résidence royale de Biisigi; c'était une nouvelle ville autour d'un vaste palais construit dans le style malien et regroupant ses compagnons d'exil. Jusqu'alors, les résidences royales étaient des localités ordinaires. Pour la première fois, une capitale ne comprenait que des représentants de l'appareil d'État, la société politique et les gens de la maison du roi, libres et captifs. Là encore, Naaba Kango affichait sa volonté de rompre avec la coutume et d'organiser souverainement un pouvoir qu'il ne devait qu'à lui-même, dans le sens de la centralisation, par le renforcement du corps des serviteurs royaux⁴⁵. Le nom de la nouvelle capitale, Waiguyo, est d'ailleurs tout un programme : « Venez saluer, faire acte de soumission. » Cette sommation s'adressait avant tout aux membres du lignage royal, *nakombse* royaux (princes du sang) jusque-là prépondérants, qui avaient soutenu Wobgo l'usurpateur et qu'il fallait maintenant réduire à merci grâce à l'action des serviteurs royaux. C'était un tournant radical dans le rapport des forces politiques au sein de la monarchie moaga. Mais jusqu'à la colonisation, les princes ne se tinrent pas pour vaincus et le pôle du pouvoir oscilla dangereusement entre eux et l'autorité du Palais. Celui-ci fut réorganisé. Le maître de la guerre d'Ula devint chef militaire suprême, avec intégration de sa fonction au *cursus honorum* de la cour, de sorte qu'elle cessa d'être héréditaire pour permettre de récompenser les mérites personnels de guerriers valeureux.

Pour imposer l'ordre, gravement troublé par les années d'instabilité, Naaba Kango réprima sans pitié le banditisme. Des voleurs et assassins furent brûlés vifs; le même sort fut réservé aux mercenaires bambara de Ségou utilisés contre Yako, puis accusés d'être devenus des agitateurs. L'indiscipline des chefs fut rigoureusement châtiée, ainsi d'ailleurs que toute magnificence ostentatoire interprétée en haut lieu comme une façon outrecuidante de rivaliser avec le train de vie royal.

Le massacre des guerriers bambara déclencha-t-il une expédition de Ségou contre le Yatenga? Aucune tradition moaga n'en fait état, alors que des récits bambara existent à ce sujet⁴⁶. Quoi qu'il en soit, Naaba Kango, qui entendait ménager aux captifs royaux une place de choix dans le système de gouvernement, avait besoin d'accroître considérablement leur nombre.

44. *Rîma* et *ringu* ont pour radical commun le verbe *rî* qui signifie absorber, manger une nourriture qui ne se mâche pas.

45. M. Izard, 1975.

46. M. Izard, 1970, vol. II, p. 320-328.

Certains étaient pris parmi les prisonniers de guerre, mais la plupart étaient capturés au cours de razzias contre les villages dogon de la plaine du Gondo et les villages kurumba de l'Est et du Nord-Est.

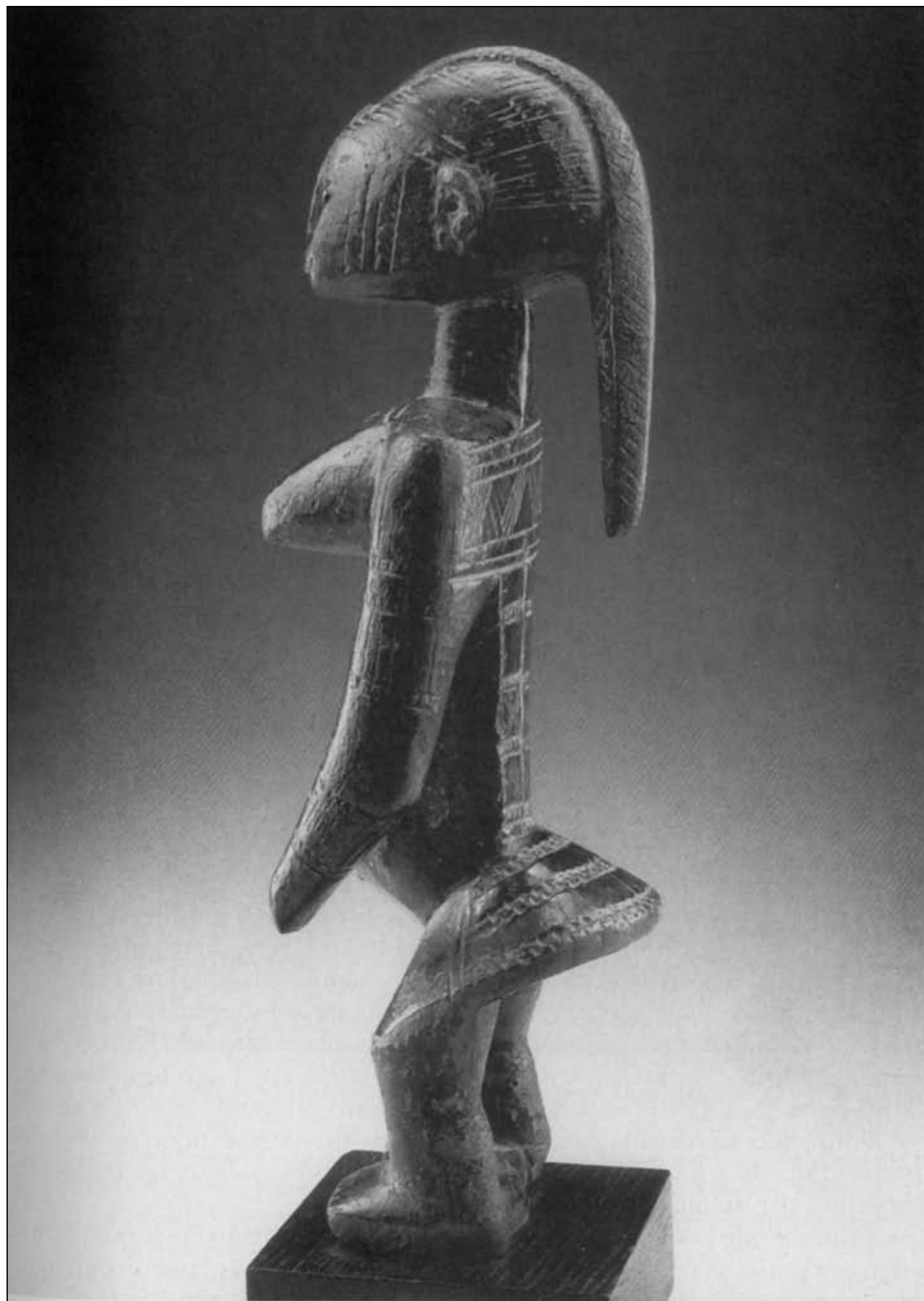
La guerre de Naaba Kango contre Yako fut un succès politico-militaire mais demeura sans lendemain, les hostilités devant reprendre au début du XIX^e siècle.

Quand Naaba Kango mourut en 1787, il fut enterré dans sa capitale et non dans le cimetière royal. Il faut croire que sa fin fut un soulagement pour beaucoup, car il était sans pitié. La rancœur des princes était telle qu'ils firent étouffer la seule fille du roi défunt. Mais l'aristocratie de cour, restée fidèle, réussit à désigner comme successeur l'un de ses compagnons de toujours, Naaba Saagha (1797-1803).

Les structures sociopolitiques du Mogho

Lorsqu'on parle de royaumes mossi, il faut entendre par là non pas des États correspondant à une société homogène, qui serait « l'ethnie » moaga, mais des formations sociopolitiques composites nées de la conquête, par des guerriers appelés mossi, du bassin de la Volta blanche. Encore qu'il ne faille pas se faire de cette conquête une idée rudimentaire et romantique, en imaginant des cavaliers déferlant vague après vague. Le processus d'intermariages⁴⁷ et d'infiltration par colonisation lente opérée par des paysans mossi, qui se poursuit jusqu'à nos jours, a été sans conteste beaucoup plus déterminant. Mais chaque fois qu'un espace était conquis, il était organisé selon le « modèle » sociopolitique des Mossi. Au sens strict du terme, les Mossi étaient les détenteurs du pouvoir politique dans les royaumes mossi; ils admettaient appartenir tous à la descendance en ligne agnatique de Naaba Wedraogo. Si nous prenons le cas du Yatenga, nous constatons que la population, à la fin du XIX^e siècle, correspondait à trois sociétés distinctes: la société moaga, la société silmiga (fulbe) et la société silmi-moaga. Seule la première correspondait à la population du royaume dans la mesure où elle était soumise à l'autorité du roi, le *Yatenga naaba*. Les Fulbe et Silmiise avaient, en quelque sorte, le statut d'hôtes, sur la base de contrats d'établissements réservant à ces pasteurs une large bande de territoire dans la partie nord du pays. Installés depuis le XVII^e siècle dans le Yatenga, les Fulbe créèrent des villages permanents à partir desquels était organisée la transhumance du bétail. C'est dans ces lieux fixes que vivaient les *rimaibe* (captifs), astreints au travail de la terre. Il est peut-être abusif de parler de société silmi-moaga, mais il faut bien faire une place à part à ces petits éleveurs sédentaires, assez nombreux dans le sud-est du Yatenga. Leur nom composé, Silmi-Mossi, indique qu'ils étaient issus du métissage par ailleurs prohibé d'hommes fulbe (Silmiise) et de femmes mossi. Venus de la chefferie de Tema au XVIII^e siècle, établis dans des hameaux jouxtant des terroirs villageois mossi,

47. Rappelons que le premier roi de Ouagadougou, Wubri, était lui-même le fruit d'un mariage entre un prince moaga et une autochtone.



12.3. Statuette mossi commémorant un ancêtre féminin. Bois sculpté, patine naturelle. Hauteur: 47 cm.
[H. Dubois, Bruxelles.]

ils ne relevaient pas de l'autorité moaga et passèrent finalement sous la tutelle assez lointaine du centre politico-religieux fulbe de Todyam, dans l'est du royaume.

Mais qu'en était-il de la société moaga elle-même? Ses clivages internes étaient liés à la distinction que faisaient les Mossi entre le *naaba* (chef), les *naabiise* (fils de chefs) et les *nakombse*, sing. *nakomgba* (fils ou descendants de fils de princes qui n'étaient pas devenus chefs). Cette distinction reposait sur l'une des règles d'accès à une fonction de chef, selon laquelle on ne pouvait pas devenir chef si l'on était fils de chef. De ce fait, un *nakomgba* ne pouvait plus espérer détenir le *naam* (pouvoir). Donc, d'un point de vue strict, en dehors de la minorité des chefs et fils de chefs, tous les autres Mossi se disant descendants de Wedraogo pouvaient être considérés comme des *nakombse*. D'où une définition restreinte du statut de *nakomgba* qui distinguait cette classe de celle des *talse* ou hommes du commun. C'est ainsi qu'au Yatenga, n'étaient *nakombse* que les descendants en ligne agnatique du douzième *Yatenga naaba*, tous les autres Mossi, sauf les chefs et fils de chefs, étant considérés comme des *talse*. Le *nakomgba* royal (lignage royal) était lui-même divisé en cinq branches correspondant chacune, en principe, à une génération de princes. Très tôt, on semble avoir donné au lignage royal cette profondeur générationnelle constante (cinq générations), l'accession d'une nouvelle génération se traduisant par la sortie du lignage royal de la génération la plus ancienne et son passage dans le groupe des *talse*. Ce système était lié à la nécessité pour tout nouveau roi de pourvoir ses fils en commandements villageois, alors que ces derniers étaient en nombre limité; d'où, dans les villages, le remplacement régulier de dynasties locales anciennes par de nouvelles.

Disposant de commandements villageois, les *nakombse* correspondaient à une catégorie de détenteurs du pouvoir au-dessous des chefs. Il y en avait deux autres: les *tasobnamba* (maîtres de la guerre) et les gens de la maison du roi. Les maîtres de la guerre étaient choisis dans les plus anciennes couches généalogiques des *nakombse*, c'est-à-dire dans les lignées dynastiques antérieures à la formation du Yatenga et dans les deux premières générations dynastiques de ce dernier. Les maîtres de la guerre, qui n'avaient pas toujours des fonctions militaires, étaient donc des notables locaux de souche ancienne, alors que le pouvoir local des *nakombse* était toujours d'origine récente. Par ailleurs, avec Naaba Kango, des serviteurs royaux libres ou captifs d'origine étaient investis de commandements locaux à titre individuel, et cela en rupture avec la norme traditionnelle d'incompatibilité entre les fonctions d'autorité et les fonctions de service. Il s'agissait, pour le pouvoir central, de créer un front de colonisation moaga vers le pays Fulbe à l'est. En ce qui concerne les offices de cour, il faut se dire que la structure qui prévalait au sommet de la hiérarchie politique autour du roi était celle-là même qu'on retrouvait autour de chaque chef local. Trois dignitaires assistaient le chef: le *togo-naaba*, porte-parole du chef qui s'occupait des cérémonies rituelles; le *balum-naaba*, qui réglait les problèmes d'intendance et de gestion domestique; le *weranga-naaba*, qui entretenait les chevaux. C'étaient là les *nesomba* (les hommes de bien) du

chef. Ces postes étaient interdits à des non-Mossi ainsi qu'aux *nakombse* et aux hommes de caste comme les forgerons.

Au niveau de la cour royale, on retrouvait le même noyau de dignitaires, mais s'y en ajoutait un quatrième, le *bin-naaba* ou *rasam-naaba* (chef des captifs royaux), chacun d'entre eux étant à la tête d'importants groupes de serviteurs⁴⁸. Ainsi donc, les membres du lignage royal trop directement concernés par les luttes dont l'enjeu était l'accès à la fonction royale n'auraient su servir le roi. Finalement, les détenteurs institutionnels du pouvoir étaient en réalité divisés en deux sous-ensembles aux intérêts opposés, ceux — les maîtres de la guerre et les serviteurs royaux — sur lesquels le roi s'appuyait pour gouverner et ceux — les *nakombse* — contre lesquels il gouvernait. Et cette division était poussée très en avant chez les Mossi, puisque ces hommes issus du commun, qui occupaient les grandes charges de l'État, étaient en même temps les grands électeurs du nouveau *mogho-naaba* et étaient parfois investis de commandements territoriaux. Or des conflits intérieurs avaient toujours jalonné l'histoire de tous les royaumes mossi. Ils concernaient presque systématiquement le mode de transmission du pouvoir, là même où s'entrechoquaient les intérêts rivaux des nobles et l'expérience politique des ministres du roi, hommes du commun mais investis du pouvoir de désigner parmi les ayants droit celui qui leur semblait le meilleur. Généralement, la rivalité principale opposait les frères cadets et les fils du souverain en place.

Au monde du pouvoir, dont faisaient partie les captifs royaux, s'opposait par ailleurs le monde de la terre. Les gens ou les fils de la terre étaient en principe les descendants des peuples autochtones, forgerons exclus. Dépouillés de tout pouvoir politique, ils avaient la charge des rituels de la terre qui concernaient autant la fertilité du sol et les récoltes que le contrôle social et la pérennité du groupe local. Au *naaba* s'opposait ainsi le *tengsoba*, prêtre de la terre et détenteur du sacré. Cette dualité se projetait jusque dans le domaine cosmogonique avec le couple divin : Naaba Wende, le roi-Dieu, et Napaga Tenga, la reine-Terre, encore que le roi-Dieu Wende ne disposait d'aucun autel ni d'aucun culte rituel.

Mais la définition du groupe des gens de la terre s'était sensiblement modifiée au cours des siècles par le fait que des Mossi authentiques avaient fini par intégrer le groupe des autochtones et par se prévaloir de ce statut pour devenir chefs de terre. Un tiers environ des prêtres de la terre du Yatenga étaient d'origine moaga. Certains Mossi étaient devenus d'ailleurs des forgerons et des Yarse.

Il faut noter aussi, à côté du prêtre de la terre, l'existence du *bugo* (prêtre de la fertilité) doté de son propre autel, le *tiido*. Cette fonction, ouverte même aux *nakombse* et aux forgerons, semblait être d'origine dogon.

48. À la cour du roi de Ouagadougou, autour du *mogho-naaba* se trouvait le *widi-naaba*, porte-parole politique, le *gounga-naaba*, qui avait compétence militaire, le *larhle-naaba* qui, en plus de ses attributions militaires, était préposé aux rites, le *balum-naaba* et le *kamsaogo-naaba*, eunuque chargé du harem. S'y ajoutait le *tasoba*, chef de guerre.

L'intégration du monde du pouvoir et du monde de la terre dans un système unitaire dont le roi était l'élément central s'opéra par le biais de grands rituels annuels qui associaient le souverain aux détenteurs du pouvoir, aux prêtres de la terre et aux prêtres de la fertilité. Les Mossi du Yatenga, comme les Kurumba, avaient un calendrier annuel solaire divisé en mois lunaires, le retard de l'année lunaire sur l'année solaire étant rattrapé au moyen du doublement d'un mois tous les trois ans. Après la *filiga* (fête des remerciements de début d'année), avaient lieu les cérémonies de la *napusum* (salutation au roi), à l'occasion desquelles, en trois manifestations distinctes, les serviteurs royaux, les maîtres de la guerre et les *nakombse* rendaient hommage au roi et lui offraient des présents. Ce début de l'année correspondait approximativement au solstice d'hiver. La période suivante, qui allait du deuxième au sixième mois, était occupée par un grand cycle cérémoniel appelé *bega*, qui associait le roi et tous les dignitaires de la terre dans des sacrifices destinés à assurer une bonne récolte. Les fêtes du *bega* s'achevaient au début de la saison des pluies. L'activité rituelle reprenait à la période des récoltes, avec deux fêtes des prémices, l'une pour les maîtres de la guerre, l'autre pour les prêtres de la fertilité.

Ce système politico-religieux fort complexe donna sa cohérence à une société étatique constituée par des groupes de diverses origines et qui avaient, pour les plus importants d'entre eux, conservé généralement plusieurs traits culturels provenant de leur passé pré-étatique, à commencer par leur stratification sociopolitique propre. Ainsi, la division de la société en quatre grands groupes fonctionnels — gens du pouvoir, gens de la terre, forgerons et artisans, commerçants — se retrouvait, à quelques différences près, chez les Kurumba ou Fulse, au point qu'il semblait bien que ce soit aux Kurumba que les Mossi du Yatenga aient emprunté leurs représentations relatives aux forgerons qui formaient ici un groupe endogène, ce qui n'était pas le cas dans le reste du Mogho.

S'agissant de la société dans son ensemble, tous les groupes ethniques se divisaient en deux : les communautés de descendance et les communautés locales.

Dans cette société composite, patrilinéaire et patrilocale, le terme *budu* désignait tout groupe de descendance depuis la plus large et la plus ancienne jusqu'à la plus restreinte dans le cadre de l'unité exogame de référence. Ce dernier sens était le plus usuel. La société était donc composée de *budu* tel que celui des *nakombse* royaux. Détenteur d'une histoire propre, marqué par le nom d'un fondateur et un lieu de fondation, le *budu* définissait son identité particulière par l'existence d'un *bud-kasma* (chef), d'un *kiims' rogo* (sanctuaire des ancêtres) et de son propre quartier où résidait le *bud-kasma* et où se trouvait le *kiims' rogo*, ainsi que par la détention, en général non exclusive, d'un ou de plusieurs *sonda* (noms collectifs) qui étaient des devises dont un mot clef servait de nom patronymique.

Le patrilignage n'existait territorialement qu'à son premier niveau de segmentation, la *saka* (section). Elle était divisée en *yiiya* (sing. *yiri*, maison), qui étaient les unités de production et de consommation, elles-mêmes

divisées en unités plus petites, les *zakse*, qui, de nos jours, correspondent aux ménages économiquement parlant. L'on privilégiait le travail dans les champs communs de la maison, au bénéfice du *yir-kasma* (chef du *yiri*), les réserves du chef de famille faisant l'objet d'une redistribution en dernière instance après épuisement des greniers des chefs de ménage.

Les sections appartenant à un même lignage étaient en général dispersées et relevaient, de ce fait, de plusieurs entités villageoises. En d'autres termes, le village moaga⁴⁹ était plurilignager tandis que, corrélativement, le lignage était plurivillageois, l'unité lignagère locale la plus large étant la section.

Le Gulma et le Borgu

Pendant longtemps, la rive Gulma (ou Gurma) du Niger, c'est-à-dire la rive droite en aval de la boucle, a été très mal connue du point de vue historique. Cette situation a changé grâce aux recherches conduites par l'historien voltaïque Georges Madiéga dans la partie nord du pays Gulmance. Il est maintenant possible de fournir des informations encore lacunaires mais scientifiquement fondées sur le Gulma.

Les Dogon (Kumbetieba en *gulmancina*) formaient l'une des plus anciennes populations du Nord-Gulma. Après eux vinrent ceux que l'on appelle aujourd'hui les Tindamba (les gens de la terre)⁵⁰ qui seraient originaires du pays Moaga actuel mais appartiendraient à la souche pré-moaga de la population, et les Woba, venus du sud. Le Nord-Gulma a également été une zone de peuplement kurumba; il est possible que l'ethnonyme Koarima, par lequel les Gulmanceba du Sud désignaient ceux du Nord, soit une déformation du terme Kurumba. Dans le Sud-Gulma, pour lequel notre information demeure très insuffisante, on trouve, parmi les anciens occupants, des Tindamba et des Woba. Ces derniers ont certainement occupé un très vaste territoire avant d'être submergés et partiellement assimilés par les Gulmanceba et d'autres peuples fondateurs d'États. Ainsi, les Woba du Gulma et les Waba du Borgu (Nord-Bénin actuel) ne formeraient qu'un seul et même groupe.

Sur ces populations anciennes devait s'établir un pouvoir étranger, celui des Bemba ou Buricimba (sing. Buricima), qui allaient donner naissance aux formations étatiques gulmanceba. Nous ne disposons pas encore d'un cadre chronologique satisfaisant pour la haute histoire gulmance, mais l'on peut faire état des deux hypothèses majeures de Georges Madiéga: premièrement, les ancêtres des Mamprusi ont traversé le Gulma avant

49. On a discuté sur la pertinence de l'emploi du terme «village» pour désigner la plus large unité d'habitat chez les Mossi. Or, même si l'appariement des sections ne constitue pas des communautés villageoises comme dans l'Ouest voltaïque, on n'en est pas moins en présence d'entités pertinentes du point de vue de la logique des rapports économiques et sociaux, ne serait-ce que par le croisement du système des unités de commandement, incarné par un chef local, et des unités de maîtrise de la terre représentées par un prêtre de la terre.

50. Y. G. Madiéga, 1982.

l'arrivée des Buricimba; deuxièmement, les premières dynasties gulmanceba sont contemporaines des premières dynasties mossi. Il apparaît donc raisonnable, en l'état actuel de nos connaissances, de situer le début de l'histoire étatique gulmance vers le XV^e siècle, à la fin du XIV^e au plus tôt. À l'origine des États gulmanceba est associée la figure d'un ancêtre historico-mythique, Jaba. Était-ce un chef guerrier comme Naaba Wedraogo de l'histoire moaga? Il ne le semble pas car les pouvoirs qui lui étaient attribués relevaient généralement plus de la magie que des aptitudes militaires. Ce qui semble certain, c'est que les liens généalogiques établis par les Mossi entre les descendants de Na Gbewa et de Jaba (appelé Jaba Lompo par les Mossi, alors que Jaba et Lompo seraient deux personnages distincts, le second étant le fils du premier) ne sont que des élaborations tardives imaginées à la cour du *mogho-naaba* pour justifier une quasi-assimilation du pouvoir gulmance au pouvoir moaga pendant la période coloniale. À moins que ce ne soit l'inverse et que l'organisation administrative coloniale des anciennes chefferies d'État, donnant une sorte de prééminence absolue au *mogho-naaba*, ait conduit certains à lui trouver un fondement dans l'histoire. Tout indique qu'il faut traiter indépendamment les unes des autres, du point de vue de l'origine des dynasties, les hégémonies mossi et gulmanceba.

D'où venaient les Buricimba? Comme en bien d'autres zones de l'Ouest africain central, nous trouvons dans le Gulma des conquérants originaires du Borno. Mais, en vérité, rien ne permet actuellement de savoir de quelles migrations guerrières l'Empire gulmance est né. On sait au moins que le premier centre politique gulmance a été Lompotangu ou Sangbantangu, au sud-est de Nungu (Fada N'Gourma). De Lompotangu, les Buricimba se déplacèrent vers Kujuabongu, au sud de Pama. Les ruines qui marquent cette seconde étape de la pénétration buricimba indiquent que nous avons là les vestiges d'une ancienne capitale, celle de la première formation politique gulmance, qui devait être le centre d'où partirent les conquérants pour donner naissance aux dynasties actuelles. Précisons que les Buricimba ne furent pas, à l'époque, les seuls fondateurs de royaumes dans cette région. La dynastie de Jakpangu est d'origine berba, celle de Gobnangu est d'origine hawsa. On compte aussi des dynasties dont les fondateurs venaient du Yanga, zone de contact entre Mossi et Gulmanceba, et dont les chefs actuels peuvent être rattachés à la descendance de Naaba Wedraogo. Les dynasties gulmanceba du Yanga sont celles de Boarigu, Komin-Yanga, Sudugo, Kamseongo, Dogtenga et Yutenga.

L'expansion buricimba se poursuivit de façon continue au cours des XVI^e et XVII^e siècles et l'on peut situer vers le milieu du XVIII^e siècle l'apogée de la domination gulmance. À ce moment-là, les Gulmanceba contrôlaient un vaste territoire, sans doute très peu peuplé, limité au sud par le Royaume mamprusi et le Borgu, à l'est par le Torodi et les derniers vestiges de l'Empire songhay, au nord par les zones sahéliennes de peuplement kurumba, songhay et fulbe, et à l'ouest par les chefferies mossi de Tuguri, Balsa, Kupela et Tankudgo. Les futurs émirats fulbe du Liptako

(région de Dori) et du Yaga (région de Seba) étaient alors sous domination gulmance, et ce n'est qu'au début du XIX^e siècle que les Fulbe refoulèrent les Gulmanceba vers le sud.

Au milieu du XVIII^e siècle, deux grands royaumes se partageaient l'essentiel du territoire du Nord-Gulma : Bilanga et Kuala, auxquels s'ajoutaient trois formations étatiques de petite taille : Piala, Bongandini et Con, qui étaient plus récents. À partir du village de We, au nord-est de Nungu, que les Buricimba avaient atteint vers le milieu du XVI^e siècle, eut lieu une véritable explosion du pouvoir gulmance en direction du nord, d'où un extrême éparpillement des chefferies régionales et locales que des chefs habiles entreprirent par la suite de fédérer en royaumes.

Si, grâce aux investigations de Georges Madiéga, nous connaissons désormais l'histoire du Nord-Gulma, celle du Gulma central et méridional demeure des plus obscures. Situation d'autant plus préjudiciable à une vision d'ensemble de l'histoire du Gulma que nous avons, dans le Sud, onze royaumes dont l'un, celui de Nungu, revêt une importance particulière du fait du statut de son souverain, le *nunbado* (le chef de Nungu)⁵¹. Nungu avait été fondé par Yenbadri, descendant de Jaba, vers le milieu du XVIII^e siècle. C'était l'époque où le Gulma méridional était envahi par les Tyokosi, mercenaires mande appartenant au groupe des Wattara (que l'on retrouve à Kong et à Bobo-Dioulasso), originellement au service des rois mamprusi et conduits par un chef venu du Gonja. Les Tyokosi se fixèrent d'abord dans le nord du Togo actuel, puis ils lancèrent des expéditions contre les royaumes gulmanceba, tout en poursuivant leur carrière de mercenaires. Ainsi, le chef de Pama demanda-t-il l'appui des Tyokosi contre le chef de Kujuabongu. Yendabri, souverain de Nungu, prit bientôt la tête d'une coalition de royaumes pour expulser les Tyokosi du Gulma. Autour de lui se groupèrent les rois de Pama, Macakoali, Boarigu et Botu, ainsi que les chefs mossi de Balsa, Kupela et Tankudgo. Sous les coups de leurs adversaires, les Tyokosi se retirèrent alors dans leur capitale, Sansane-Mango, que les alliés assiégèrent⁵². Vainqueur, Yendabri a-t-il profité de son succès pour affermir son autorité à la tête de la ligue qu'il avait constituée ? Ce qui est sûr, c'est qu'au XVIII^e siècle, le *nunbado* devint une sorte de souverain supérieur d'une partie du Gulma, son autorité en dehors de son propre royaume étant d'ailleurs plus spirituelle que politique. « Le *nunbado*, écrit Georges Madiéga, exerçait une autorité directe sur Nungu [...]. Il exerçait également une lointaine domination sur les *diema* (royaumes ou chefferies régionaux) des *batieba* (rois ou chefs régionaux) qui n'étaient pas de la lignée de Lompo. Les dynasties qui en étaient issues le considéraient simplement comme le *nikpelo* (aîné) de la lignée. » Dans ce texte, Lompo est considéré comme le fils de Jaba⁵³. Progressivement, le *nunbado* prit ainsi figure de principal souverain du

51. *Bado* est l'équivalent de *naaba* chez les Mossi.

52. R. Cornevin, 1964 ; D. Rey-Hulman, 1975. Nous suivons aussi le compte rendu de Y. G. Madiéga, 1978.

53. Voir ci-dessus : le personnage unique des traditions mossi (sans doute tardives), Jaba Lompo, est remplacé dans les traditions gulmanceba par deux personnages : Jaba et son fils Lompo.

Gulma, cependant que sa résidence royale devenait la principale localité du pays, du fait notamment du rôle économique qu'y jouaient les commerçants hawsa (ces derniers appelaient Nungu Rojo ou Fada N'Gourma). Il reste difficile, aujourd'hui, d'interpréter les relations qu'entretenait le *nunbado* avec les souverains gulmanceba. L'existence d'une confédération gulmance est peu probable et l'autorité réelle du *nunbado* était sans doute aussi territorialement limitée que celle des autres rois, dont plusieurs étaient d'ailleurs plus puissants que lui. Mais le *nunbado* a bénéficié d'un prestige moral et rituel exceptionnel, dans la mesure où il a été — tardivement — considéré comme l'héritier direct de Lompo et, donc, de son « père » Jaba. Le commerce hawsa a fait le reste : Nungu est devenu un important centre de transit caravanier est-ouest.

Le Borgu⁵⁴ s'étend au sud-est du Gulma. Son histoire est assez confuse, avec plusieurs formations étatiques dont la plus ancienne semble avoir été celle de Busa, point de dispersion des guerriers wasangari. Ici encore, les chefs affirmaient que les dynasties royales étaient originaires de Borno. L'aristocratie militaire wasangari imposa son pouvoir à des peuples très anciennement installés — dont certains d'origine pré-gulmance — qui, aux XVI^e et XVII^e siècles, accueillirent des groupes mande (le busa est une langue du groupe des Mande du Sud), lesquels assuraient la jonction commerciale entre le nord du Ghana et le pays Hawsa. Busa atteignit son apogée au XVI^e siècle, avant de décliner. Les autres royaumes, tel Nikki, sont plus ou moins directement issus de Busa. Au XVIII^e siècle, Nikki était en guerre avec le royaume de Nupe. De Nikki sont issues les petites formations de Kaiama, Paraku, Kuande et Kandi. Rappelons qu'on donne aux formations étatiques du Borgu le nom de Royaumes bariba, du nom de l'un des principaux peuples autochtones de la région.

Les peuples à pouvoir non centralisé

Ces peuples sont ainsi désignés faute d'une meilleure qualification⁵⁵. S'agissant ici de ceux qui étaient implantés autour des hauts bassins de la Volta, il faut rappeler l'ancienneté de leur formation, soit dans leur site actuel, soit ailleurs⁵⁶. Bien que ces peuples, contrairement aux sociétés centralisées, n'aient pas dominé la scène politique ni le flot des événements, il ne faut pas minimiser leur contribution. D'abord, ils constituaient le fonds humain sur lequel se sont greffés biologiquement les apports extérieurs. En effet, les peuples dits « conquérants » sont rarement arrivés par vagues déferlantes qui engloutissaient et anéantissaient tout devant eux. Les Mossi, par exemple, sont le résultat d'un brassage de groupes ethniques divers réunis par un ensemble de chefferies, sous l'autorité d'un

54. M. Izard, 1975.

55. Les expressions « société sans État » ou « sociétés acéphales » sont à rejeter. Mais même l'expression « peuple à pouvoir non centralisé » est critiquable parce qu'elle est négative et parce qu'elle se réfère seulement au pouvoir politique. Sans compter qu'un peuple de ce type peut devenir à son tour centralisé (les Bambara), puis cesser de l'être.

56. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.

roi apparemment absolu mais gouvernés par une coutume rigoureuse. Or, dans ce processus d'expansion, la progression tenace des paysans mossi fut sans conteste plus importante que l'établissement des contingents de cavaliers. Cette imprégnation lente du tissu humain préexistant fut un phénomène à double sens, grâce aux mariages mixtes ainsi qu'aux échanges culturels et économiques.

Les apports biologiques furent si importants que Dim Delobsom a précisé que le terme même de moaga (plur. mossi) signifie mélange métissé⁵⁷. On ne saurait trop insister à cet égard sur le rôle des Nioniosse très tôt signalé par de nombreux auteurs⁵⁸. Ce brassage biologique fut tel que les gens du Yatenga traitaient les Mossi du Mogho central de Gurunsi, alors qu'à Ouagadougou, ce qualificatif était attribué seulement aux Mossi de Koudougou, qui étaient voisins des Gurunsi. Mais les habitants du Yatenga eux-mêmes n'ont pas échappé aux apports des peuples mande de la boucle du Niger, qui ont eu une influence militaire décisive sur l'histoire du Yatenga quand Naaba Kango eut recours aux forces de Ségou. Or, ces mêmes peuples mande se mêlaient depuis très longtemps à la population par le biais de leurs commerçants, ancêtres professionnels et même biologiques du groupe important des Yarse (voir ci-après). Ce sont de tels brassages biologiques qui, très probablement, sont à la base des *rakire* (parentés à plaisanterie) entre Mossi et Samo (Sana). Sur les plans culturel et économique, ici comme ailleurs, par exemple dans la région des Grands Lacs, l'apport des peuples autochtones a souvent été minimisé, voire occulté. L'on a vu comment, dans le domaine de la structuration politique et religieuse, les Dogon (en particulier pour le prêtre de la terre) et les Kurumba avaient contribué au système du pouvoir dynastique au Yatenga. Rien que par la gestion des rites agraires, grâce au ministère des prêtres de la terre qui étaient généralement issus du peuple autochtone, ils influençaient considérablement et en permanence la vie quotidienne de tous les paysans sans exception. Mais au plus haut niveau politique aussi, le descendant du chef des autochtones, qui devint le *naaba* de Ouagadougou⁵⁹, joua un rôle très important dans l'intronisation du *mogho-naaba*.

Si l'esclavage s'est intensifié au cours de cette période, généralement aux dépens des peuples autochtones, en particulier des Gurunsi et des Fulse (ou Kurumba), il a surtout pris de l'ampleur avec l'essor de la traite sur la côte de Guinée et ses répercussions furent ressenties jusque dans l'Empire ashanti et les pays du Nord qui en étaient tributaires.

Les peuples autochtones, qu'ils aient été de culture mande ou voltaïque, acceptaient les échanges mais refusaient la domination, stratégie qui fut très efficace jusqu'à la période coloniale. Naaba Kumdumye mourut dans une des premières expéditions vers Boromo. On peut supposer qu'il tentait de faire

57. A. D. Delobsom, 1929. Certes, l'auteur ajoute que ce jugement quelque peu défavorable émanait des nobles à l'encontre des gens du commun; mais la tradition (voir Y. Tiendrebeogo, 1964) rapporte que la propre mère de Wubi, premier roi de Ouagadougou, était une autochtone.

58. *Ibid.*; R. Pageard, 1969.

59. Ouagadougou (Wogodogo), au sens restreint, est le quartier où habite le chef autochtone.

passer sous contrôle moaga la zone comprise entre les Volta rouge et noire. Ce grand dessein échoua et la Volta rouge, à quelques avancées locales près, devint la frontière occidentale naturelle du Mogho.

Les Gurunsi⁶⁰ et les Bwaba qui peuplaient cette région ont, malgré l'absence d'État centralisé, développé une personnalité très forte. Les Gurunsi, dont les principaux centres étaient Pô, Leo, Sapouy et Rep, débordèrent dans le Ghana actuel. Vivant retranchés par familles dans des cases à l'architecture remarquable, ils étaient farouchement opposés à toute forme de hiérarchie politique complexe. Souvent, le prêtre de la terre ou les sociétés de masque constituaient un lien entre les familles. Vers l'est cependant, il existait une structure plus organisée, dirigée par un chef de canton entouré d'une cour et d'un conseiller religieux préposé au culte de son *kwara* (symbole magique).

Les Bwaba⁶¹, eux, se seraient constitués en entité spécifique entre le X^e et le XV^e siècle. Ils ne reconnaissent pas d'autorité politique au-dessus de celle du village. La religion du Do constituait aussi un ciment entre les initiés d'un même village et entre ceux de villages voisins.

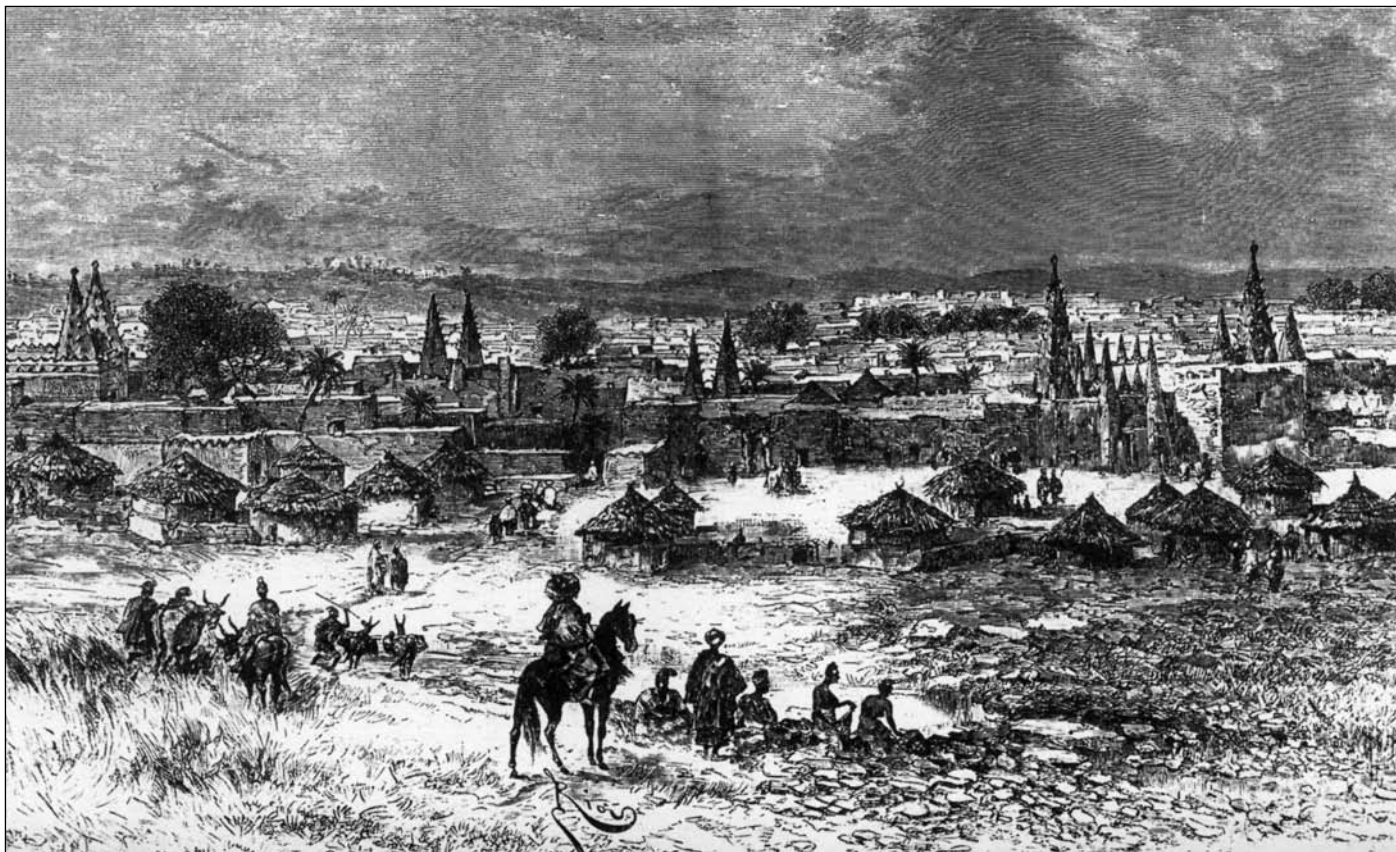
Proches du Yatenga vivaient les Samo⁶² du Nord dont l'habitat regroupé se distinguait par des silos à grains géants. Leur organisation politique consistait en des confédérations assez stables de dizaines de villages autour de quelques pôles politiques correspondant au canton mande (*kafu*). Le système san reposait à la fois sur des alliances claniques, par exemple entre les chefs zerbo et les forgerons, et sur des coalitions territoriales. Avant de monter sur le trône, Naaba Kumdumye et d'autres princes, dont Naaba Yadega, avaient guerroyé contre les Saña. Naaba Kango, par la suite, tenta de faire entrer le pays San du Nord-Est dans le giron du Yatenga, mais il n'y parvint pas. Guerriers expérimentés, paysans farouchement attachés à leur liberté, les Saña résistèrent à nouveau aux pressions du Yatenga, comme ils l'avaient fait auparavant, au temps de Naaba Yadega et sous le règne de Naaba Lambwega notamment, et comme ils devaient le faire encore tout au long du XIX^e siècle. Durant cette dernière période, d'ailleurs, leur pays servit de base de repli pour les princes du Yatenga qui y réunirent des mercenaires pour faire ou défaire les rois de Waiyugo. Quant aux Bisa apparentés aux Saña et séparés d'eux après une querelle clanique, ils étaient basés au sud-est du Mogho. Ils firent eux aussi montre d'une résistance remarquable malgré des échanges culturels mutuels et un tribut en captifs à la fin du XVIII^e siècle. Mais ils semblent avoir été en expansion jusqu'à la période coloniale.

Le sud-ouest de l'actuel Burkina Faso était pour ainsi dire vide d'habitants, à part les Bwaba qui venaient y chasser jusque sur les rives de la Buguriba. Vers 1730, les Kulango se répandirent sur les terres où, dix ans

60. En fait, il n'y a pas de peuple qui s'appelle lui-même Gurunsi (sing. Gurunga en more), mais des Nunuma, Lela, Sisala, Kô, Kasena, etc.

61. J. Capron, 1973. Les Bwaba ont une parenté non linguistique mais culturelle avec les Bobo. Voir A. Le Moal, 1976.

62. Le terme Samo vient de l'appellation mande Samogo. Mais ce peuple s'appelle lui-même Saña (sing. San).



12.4. Vue générale de Kong.

[Source : L. G. Binger, 1892. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

plus tard, les Pwa (Puguli) allaient s'établir avec l'autorisation des Bwaba. Ils furent suivis, en l'espace d'une cinquantaine d'années, par les Dorobe et les Gan, qui s'installèrent d'abord à Nako, ainsi que par les premiers Dyan, les Lobi et les Wiile et, enfin, par les Birifor, qui occupèrent la région de Batic abandonnée par les Lobi.

Kong et le Gwiriko

Il ne faut pas oublier que les commerçants jula, appelés Wangara, étaient à l'œuvre sur les routes de la forêt, où l'on trouvait de l'or et de la kola (d'où le nom de Worodugu), depuis l'époque des empires soudanais (du X^e au XV^e siècle). Mais à partir du XVI^e siècle, un fait nouveau fit son apparition sur la côte du golfe de Guinée: la traite des Noirs et le commerce des armes à feu. Ce seul événement suffit à faire comprendre pourquoi des groupes de Jula, tantôt marchands, tantôt militaires, tantôt encore missionnaires musulmans, s'enfoncèrent de plus en plus dans les zones de savanes où s'accroissaient les échanges des denrées dont la demande s'accroissait sous la pression du nouveau cours des choses. Ce furent des Jula qui contribuèrent à l'établissement du grand centre d'échanges de Begho. La route de Begho fut bientôt reliée à celle qui traversait l'actuelle Côte d'Ivoire, du pays d'Assinie à Bobo et Bamako par Yassako. Tandis que les Diomande s'installaient dans le Centre-Ouest, les Wattara firent de Boron et de Mankono des carrefours commerciaux. À la fin du XVI^e siècle fut créé le royaume de Gonja et, à la fin du XVII^e siècle, après la destruction de Begho, des réfugiés jula se retirèrent dans le Royaume abron (bron) et créèrent Bondoukou.

Certaines circonstances importantes donnèrent une vigoureuse impulsion aux activités des Jula à partir du XVII^e siècle: d'abord, la chute de l'empire de Gao; ensuite la création de l'Empire ashanti qui constituait un pôle considérable d'approvisionnement en or, armes, sel et produits manufacturés; enfin, le fait que les savanes voltaïques étaient des zones de peuplement assez dense dans le cadre de sociétés pour la plupart sans pouvoir politique centralisé et qui, de ce fait, pouvaient fournir le « bois d'ébène », sans compter le bétail et l'or, que les pays côtiers attendaient. On comprend donc que les Dagomba aient organisé, sur leur propre modèle politique, le royaume *kulango*⁶³ de Bouna, en pays Lorhon. C'était un royaume très centralisé qui s'appuyait sur des districts militaires administrés par des princes. Les gisements d'or du Lobi furent exploités par eux, peut-être en concurrence avec le Royaume abron, d'où les luttes sanglantes durant les XVII^e et XVIII^e siècles.

En effet, les Abron du groupe akan, après s'être imposés aux Koulango méridionaux, disputaient à Bouna le contrôle de la route du Nord par la Comoé. C'est la consolidation de leur pouvoir par deux grands chefs, Tan Date (XVII^e siècle) et Kousounou (début du XVIII^e siècle), qui attira les Jula

63. *Kulango*: « ceux qui ne redoutent pas la mort ».

à Bondoukou. Mais les Baoulé décidèrent bientôt de fermer le fleuve Bandama au commerce du Nord. Les Jula, refoulés vers l'ouest, voulurent ouvrir la route de la Comoé en direction de Bassam afin d'atteindre, par ce détour, les forts des pays Nzima et Fanti.

C'est dans ce contexte général qu'allait se créer un nouvel ensemble d'établissements à la fois commerciaux, politiques, militaires et religieux sur l'initiative des Jula. Au milieu du XVIII^e siècle, des bandes armées descendues de Ségou, les Diarrasouba, écartèrent les Senufo et créèrent un royaume mande (Nafana) à Odienne.

Les Senufo appartenaient au groupe linguistique voltaïque. Regroupés par clans autour de Korogho, Seguela, Odienne et Kong, la chute du Mali a semblé leur avoir ouvert des possibilités d'expansion territoriale vers le nord jusqu'à Sikasso et Bougouni, où ils adoptèrent cependant le bambara, et vers le sud jusque dans la région de Bouaké où ils furent absorbés dans le bloc baoulé. À l'est, ils donnèrent naissance à des groupes isolés comme les Nafana qui furent extracteurs d'or à Begho, avant de passer sous la coupe des Abron. Quant aux Pallaka, ils tombèrent sous la domination de Kong. Les Senufo, en effet, étaient avant tout d'excellents paysans qui exploitaient avec efficacité le terroir de leurs villages compacts. Égalitaristes et indépendants, ils ne connaissaient qu'une seule collectivité de très grande envergure qui contribuait à régler aussi la hiérarchie sociale, le Poron, à caractère religieux. Par ailleurs, ils avaient des artistes consommés qui, depuis des temps reculés, produisaient certains des grands chefs-d'œuvre du style symboliste négro-africain. Ce n'est que vers le XIX^e siècle que les Senufo se mirent eux aussi à bâtir quelques royaumes centralisés, par exemple avec la dynastie des Traoré du Kenedougou (Sikasso), peut-être par mimétisme à l'égard des Mande.

Ceux-ci, au début du XVIII^e siècle, ajoutèrent un centre prestigieux à la série des établissements jula : Kong. Cette région semble avoir été anciennement occupée, sinon organisée, par les Tiefou, comme le suggère le chalet de villages tiefou qui relie encore Noumoudara à Kong. C'est là que des Mande keita et koulibali, devenus par la suite des Wattara, se sont imposés aux autochtones. L'un d'entre eux, Sékou Wattara, élimina, au début du XVIII^e siècle, les autres groupes jula et régna à Nafana et à Kong grâce à une puissante armée où servaient des Senufo sous les ordres d'officiers jula. Cette force militaire lui permit de conquérir une partie de l'ouest de la haute Volta jusqu'au Dafina (boucle de la Volta noire).

Par la suite, les forces de Kong s'imposèrent au pays Turka, au Fologa, saccagèrent la région de Sikasso, une partie du Minianka et du Macina, et arrivèrent même à Sofara, en face de Djenné, sur l'autre rive du Bani. Nous avons vu comment cette expédition fut finalement refoulée par Biton Koulibali. En effet, après la mort de Sékou Wattara (1740), l'empire fut profondément ébranlé en raison de sa vastitude, de son hétérogénéité et de l'absence d'un système solide de gestion. Enfin, une scission intervint : la caste des guerriers non musulmans jula et senufo, les Sohondji, fit sécession des Jula dits Salama, adonnés au commerce et à la religion musulmane.

Car Kong était devenue une métropole du savoir islamique. Mais sa tentative pour contrôler Djenné montra à l'évidence que le grand dessein des Wattara était avant tout économique : il s'agissait de contrôler sur la plus grande distance possible les routes commerciales qui unissaient la forêt à la boucle du Niger. Après l'échec de ce projet grandiose, les groupes jula se rabattirent sur des entreprises plus limitées. L'une des plus audacieuses fut la création du royaume de Gwiriko⁶⁴. C'est là que fut fondée par Famaghan Wattara, autour de Sya (Bobo-Dioulasso)⁶⁵ une réplique du royaume de Kong, dans une région située autour de la ligne de partage des eaux du Banifin, sous-affluent du Niger, de la Comoé et de la Volta noire. Quand on sait que ces deux derniers cours d'eau traversent des placers d'or dans leur cours moyen ou inférieur et que la première rivière conduit par le Bani vers la région de Djenné, on comprend le caractère stratégique de la décision de Famaghan qui, par ailleurs, refusait de faire acte d'allégeance à ses jeunes neveux de Kong, les fils de Sékou. Il s'empara plus ou moins complètement et durablement des pays Tiefo et Dafin, ainsi que du Bwamu (pays des Bwaba). À Bobo, il soumit et s'allia les Bobo Jula arrivés de Djenné après les Bobo Fing, vers le XI^e siècle. Ses successeurs, Kere Massa Wattara (1742-1749) et Magan Oule Wattara (1749-1809), ne purent que contenir à coups de répression (comme en 1754 contre le gros bourg bwa de San) les révoltes des peuples soumis à la domination jula. Celle-ci était avant tout économique, même quand elle se présentait sous couleur de prosélytisme.

La vie économique du Niger au bassin des Volta

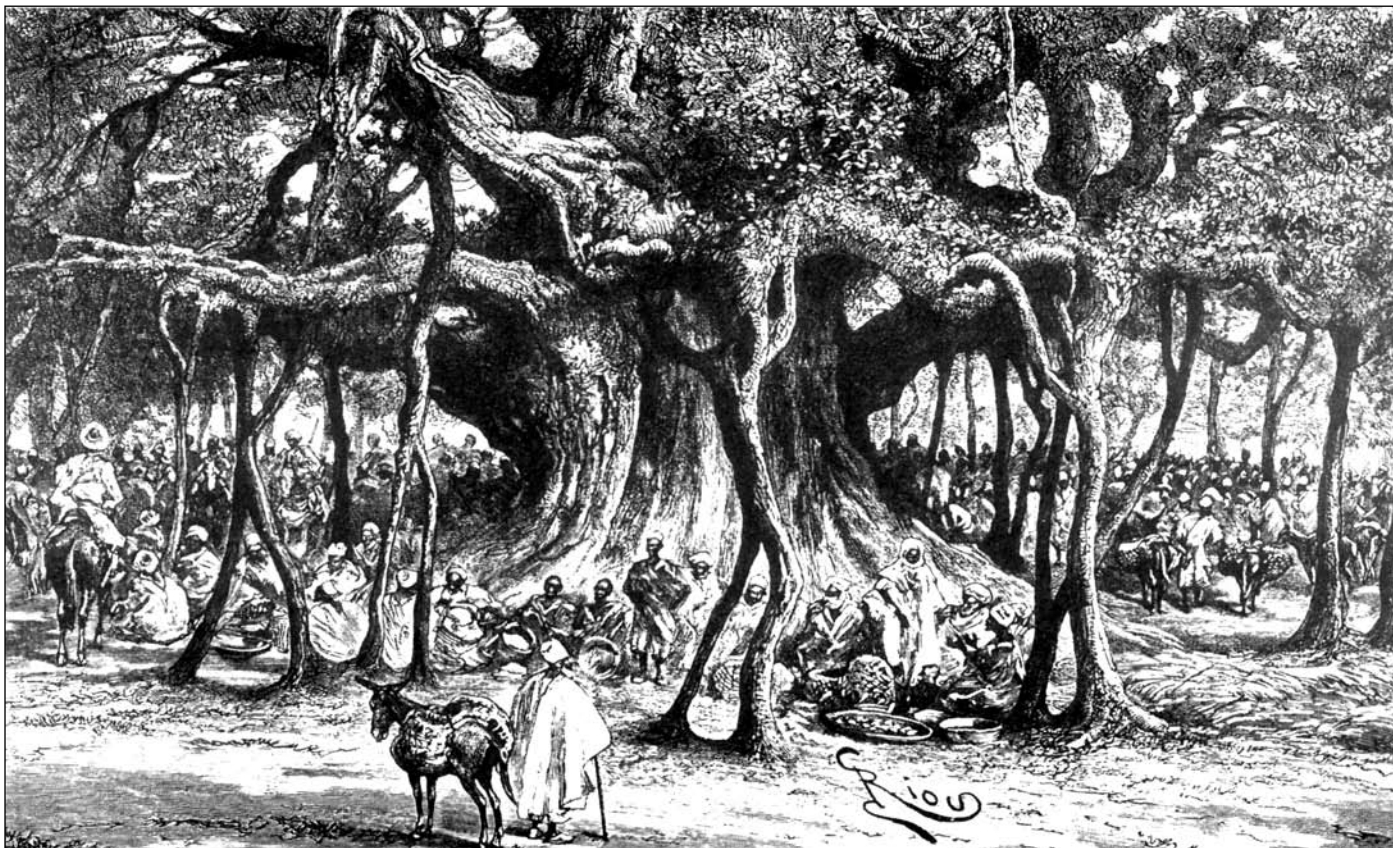
C'est aussi au milieu du XVIII^e siècle, à l'arrivée des Bobo Jula, que J. B. Kietegha fixe la période de grande production de l'or de la Volta noire. Les nouveaux venus monopolisèrent l'extraction de l'or de Poura, en y apportant des améliorations techniques. Mais Kietegha émet l'hypothèse que les exploitants de la première période (du XV^e siècle au milieu du XVIII^e siècle) étaient déjà des Mande-Jula perçus par les Gurunsi de Poura comme des Mossi⁶⁶.

Les commerçants étaient des plus actifs et les routes marchandes extrêmement fréquentées dans les moitiés ouest et nord des régions situées entre le Niger et le bassin des Volta. Mais, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, même dans les royaumes mossi et chez les peuples à pouvoir politique non centralisé comme les Gurunsi, à un système économique de base essentiellement agricole vint graduellement se greffer un réseau d'échanges mar-

64. *Gwiriko* : « au bout de la longue étape », en jula.

65. N. Levtzion, 1971*b*; E. Bernus, 1960; D. Traoré, 1937. Sur la *Chronique de Gonja* à partir de laquelle a pu être établie une chronologie fiable pour les événements relatés dans ce paragraphe, voir J. Goody, 1967 et N. Levtzion, 1971*b*.

66. J. B. Kietegha, 1983, p. 158.



12.5. Marchands offrant leurs produits à l'ombre d'un banyan.
[Source : L. G. Binger, 1892. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

chands portant sur des produits exotiques et qui mobilisait de plus en plus de commerçants professionnels.

En pays Moaga, dans une zone à la pluviométrie irrégulière de quasi-monoculture du mil sur un sol épuisé, chaque décennie comprenait en moyenne deux mauvaises et deux très mauvaises années; les disettes, voire les famines, n'étaient pas rares au Yatenga, comme sous le règne de Naaba Zana à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e ainsi que dans les années 1830⁶⁷. Au mil, l'aliment de base, s'ajoutaient le maïs, plante de soudure, l'arachide (ou pois de terre), le haricot, le sésame et quelques herbes potagères. Principale plante à usage artisanal, le coton semblait être cultivé depuis longtemps. Les Yarse musulmans ont été associés au tissage dès le début de l'histoire moaga et les rouleaux de cotonnade qu'ils fabriquaient allaient grossir le chargement des caravaniers de l'axe nord-sud, route commerciale dont ils contrôlaient presque exclusivement le trafic. Les Marase (Songhay), spécialisés dans la teinturerie, utilisaient l'indigo. De nombreuses plantes étaient récoltées, qu'il s'agisse d'herbes potagères ou d'aliments de substitution utilisés dans les périodes de disette, les principaux étaient le néré dont le fruit a de multiples usages et la noix de karité, à partir de laquelle on fabrique la graisse végétale utilisée dans la cuisine.

À l'époque pré-moaga du Lurum (jusqu'au XV^e-XVI^e siècle), les Kurumba avaient auprès d'eux des Marase qui faisaient le commerce du sel saharien. La formation des États mossi du Nord, dont le Yatenga, eut un double effet sur le commerce caravanier. D'une part, les Marase ont été supplantés par les Yarse, d'autre part, ces derniers ont ajouté au commerce du sel saharien celui des noix de kola achetées sur les lieux de production, dans la périphérie septentrionale du monde ashanti. Le règne de Naaba Kango donna une impulsion nouvelle au commerce comme le prouve, entre autres, la prospérité du bourg de Yuba, près de Waiguyo, qui remonte à cette époque.

Le XVIII^e siècle présida à la formation de grosses agglomérations de commerçants dans lesquelles les Marase se joignirent aux Yarse. Ceux-là n'avaient plus les moyens de maintenir un système commercial autonome car les Kurumba avaient perdu leur indépendance, et jusqu'à leur identité à la suite de la domination du pays par les Mossi (Yatenga) et par les Fulbe (Jelgoji). Les gros marchés du royaume (Yuba, Gursi, etc.) étaient les terminus des caravanes transportant sel et kola. Les Yarse du Yatenga formaient un groupe de commerçants dynamique qu'on retrouvait non seulement à Tombouctou, point de départ des caravanes transportant du sel, mais aussi dans la vallée du Bani et dans tout le Macina. Il est possible que la stratégie de Naaba Kango en direction de Ségou ait visé à assurer l'implantation de ces Yarse dans les pays voisins du Yatenga. En effet, en pays Moaga, ces commerçants avisés vivaient en symbiose avec

67. L'inventaire des famines du Mogho n'a pas encore été fait.

les dirigeants mais avec des compromis : en échange de certains privilèges (droit de grâce, dispense de prestations, escortes armées), ils s'engageaient à ne favoriser aucune subversion, à vendre en priorité au *naaba*, à le bénir et à le soutenir par des rituels appropriés et même, à l'occasion, à servir d'agents de renseignements⁶⁸.

Si l'unité de compte pour les commerçants était le cauri, d'autres unités avaient cours dans le commerce caravanier comme dans les échanges courants — la coudée de bande de coton notamment — et divers systèmes d'équivalence étaient appliqués entre le cauri, la coudée, la plaque de sel, le captif et le cheval.

À côté des Yarse, qui joignaient à l'artisanat du coton le commerce à longue distance, les forgerons associaient métallurgie lourde, métallurgie d'affinage, poterie (par les femmes) et commerce d'exploitation vers le Mogho central, pauvre en minerai de fer. Le Yatenga était en effet l'une des grandes régions métallurgiques du centre de l'Ouest africain et le commerce des produits finis (fers, armes et outils) procurait aux forgerons des revenus non négligeables.

Le choix même du site de Waiguyo n'était sûrement pas exempt d'arrière-pensées d'ordre économique. Frobenius⁶⁹ rapporte une tradition selon laquelle Naaba Kango voulait faire de sa capitale un dépôt de sel. Il est possible aussi que ce soit du règne de Naaba Kango que date la création d'un corps de chefs de marché d'origine captive, chargés de la perception d'une taxe royale sur les denrées importées. Déjà Naaba Zombre avait créé, dans le royaume de Ouagadougou, un corps de chefs de marché dont les titulaires, recrutés parmi les captifs, étaient chargés de la perception d'une taxe royale sur les produits importés. Certes, il s'agissait là de fournir à la cour des revenus supplémentaires, mais cela visait aussi à réduire les droits à taxation des chefs locaux, souvent très sévères avec les commerçants.

Il faut toujours garder en mémoire la terrible logique que la traite négrière, durant cette période où elle était le plus intense sur presque toutes les côtes d'Afrique noire, introduisait dans la mécanique des flux commerciaux comme dans le contenu des rapports sociopolitiques, dès l'instant où l'on a mis en équation les armes, les esclaves et le pouvoir politique. Nous l'avons constaté chez les plus grands rois de l'époque : les Massassi, ceux de Ségou, Naaba Kango du Yatenga, les Wattara de Kong et de Bobo, sans compter les souverains du Dagomba et de l'Ashanti. Mais l'activité esclavagiste des rois était démultipliée et alimentée par la multitude des chefs locaux qui, de gré ou de force, entraient dans le jeu politique par ce genre d'affaires.

Nous avons vu comment, dans le système bambara, le statut de captif avait été génialement institutionnalisé en récupérant purement et simplement l'institution préexistante des *ton-den* pour créer des *ton-dyon*. Mais si

68. A. Kouanda, 1984, p. 248.

69. L. Frobenius, 1924, p. 281.

cette idée est venue à Mamari Koulibali, c'est qu'elle était « dans l'air du temps » et qu'elle existait dans la pratique sociale depuis des siècles.

Un pas supplémentaire fut franchi avec les *foroba-dyon* proprement dits (esclaves de la couronne). C'étaient des prisonniers de guerre rassemblés en contingents dont chacun se définissait par le *faama* qui l'avait constitué. Ils étaient en général destinés à être vendus comme des produits marchands fabriqués par la guerre : en bambara, des *san'dyon* (esclaves du commerce). Acquis par une communauté, la femme accédait à la qualité de *woloso* (littéralement, né(e) dans la maison) dès qu'elle avait engendré un enfant, et l'homme pouvait acquérir le même statut dès que son maître lui faisait assez confiance pour cela. Par la suite, le *woloso* devenait *dyon goron* lorsqu'il se substituait à ses enfants et payait une indemnité annuelle à son maître. Mais dès l'instant où il accédait à la qualité de *woloso*, l'esclave devenait le membre d'une caste. Il ne pouvait plus être vendu et jouissait du droit de propriété et de transmettre son héritage à ses enfants, si bien que ses conditions de vie, sinon son statut, étaient préférables à celles d'un homme libre mais pauvre qui était susceptible de basculer du jour au lendemain dans la captivité. On comprend donc pourquoi tant de gens finissaient par s'accommoder des pouvoirs d'un protecteur et d'un maître dans ce XVIII^e siècle si tourmenté, exactement comme dans le haut Moyen Âge européen. Certes, la condition de *woloso* s'imposait à sa descendance à perpétuité, même si, comme il arrivait dans les cours royales, une minorité des hommes de caste s'élevait aux dignités les plus grandes. Bien que leur position même ait interdit à toute personne du commun de faire allusion à leur statut antérieur, cette marque persistait dans l'opinion collective, ineffaçable⁷⁰.

C'est ainsi que les Diarra, de la famille du grand roi Ngolo Diarra, n'arrivaient pas à effacer le souvenir du statut servile de leur ancêtre, qui suscitait les sarcasmes des Massassi du Kaarta. Le cas de Ngolo nous montre cependant que les portes n'étaient pas fermées pour les plus habiles des captifs. En principe, ils étaient soumis à l'arbitraire du maître mais, dans la pratique, en recourant aux bons offices de personnalités bien en vue, ils pouvaient infléchir les décisions d'en haut⁷¹. Même dans le système moaga si rigide, où chacun naissait et mourait en gardant le même statut, sans transfert ni interruption possibles⁷², un eunuque, le *kamsaogo-naaba*, était investi de lourdes responsabilités. Il est vrai que d'autres eunuques destinés à la même charge étaient vendus au Fezzân, à l'Afrique du Nord et au Proche-Orient⁷³.

70. A. Raffenel, 1846, vol. I, p. 371.

71. C. Monteil, 1924, p. 301.

72. Le roi ne pouvait pas destituer ou dégrader un noble. Le chef qu'il voulait supprimer recevait de lui une flèche empoisonnée avec laquelle il devait se suicider, sinon c'était la guerre.

73. Y. Tiendrebeogo, 1964.

L'islam et les religions traditionnelles africaines

C'était un lieu commun très répandu avant et après la conquête coloniale⁷⁴ de dire que les Bambara et les Mossi avaient élevé des barrières considérables à l'encontre de l'islam en Afrique occidentale. Il s'agit là d'une affirmation simpliste qui mérite d'être révisée. En effet, l'islam, à l'œuvre depuis le VIII^e siècle au moins, a accentué son influence dans les grands empires depuis celui du Ghana jusqu'à celui de Gao. Mais déjà, dans ces contextes, il y eut des obstacles et des résistances. Au XVIII^e siècle encore, les Fulbe jelgoobe et feroobe, qui avaient quitté le Macina pour le Nord-Est voltaïque, étaient souvent adeptes de religions traditionnelles⁷⁵.

Mais justement, pendant un millénaire, du VIII^e au XIX^e siècle, l'islam n'a cessé de s'étendre dans toute cette région de diverses et nombreuses façons : par le biais des commerçants, des hommes de prière, par la violence au besoin, tout en sachant contourner les obstacles et s'adapter aux contextes spécifiques présentés par la multiplicité des peuples, en particulier lorsque ceux-ci apparaissaient comme quelque peu réfractaires. En réalité, les peuples de l'intérieur de l'Ouest africain ne jetaient pas sur l'islam, ou plus tard sur le christianisme, le même regard que les adeptes de ces religions lorsqu'ils jugeaient les religions traditionnelles du continent. C'est dans un esprit syncrétique que les Bambara ont, au départ, abordé l'islam dont la présence les incitait à remettre à l'honneur le dieu suprême, Maa Ngala, le souverain au-dessus des esprits honoré par des cultes particuliers. Ayant ainsi assimilé l'islam, les rois de Ségou et de Kaarta virent que rien ne les empêchait de consulter les ministres de ce grand dieu, les marabouts, tout en restant fidèles à leurs propres cultes dont ils étaient presque d'office les grands prêtres, ainsi qu'au magicien. Celui-ci était censé invoquer l'Énergie universelle et invisible en provoquant ainsi une sorte de matérialisation de son désir. Le magicien « nommait » et donc créait ce qu'il appelait de ses vœux⁷⁶.

Bien que pratiquant de tels rites, les Koulibali, y compris les chefs les plus éminents, participaient aux fêtes religieuses musulmanes, du moins par leur présence et en offrant de riches présents aux marabouts sarakolé. La fête de la *tabaski* (sacrifice) coïncidait d'ailleurs, selon Raffenel, avec les états généraux du clan des Massassi qui impliquaient des rites occultes — comme ceux du Komo et de Makongoba — et des serments d'allégeance. Or, ces mêmes Bambara reproduisaient tant bien que mal les gestes des officiants au cours de la prière musulmane et certains sacrifiaient même un mouton. Ces syncrétismes qui, simultanément, se développaient avec le christianisme dans le culte afro-américain au Brésil, en Haïti et à Cuba, sont l'une des caractéristiques de l'esprit religieux négro-africain. C'est ainsi que, si les

74. C. Monteil, 1924, p. 23 et suiv.

75. I. P. Diallo, 1981.

76. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. I, chap. 8.

appels aux esprits n'avaient pas fourni une réponse claire et satisfaisante, l'intervention du marabout était alors sollicitée et accueillie avec piété, aussi bien par Mamari Koulibali que par Tonmasa, Ngolo et d'autres Koulibali. Biton versait d'ailleurs la *zakāt* aux marabouts de Djenné et entretenait un groupe de 40 devins, dont les Kamite, qui, bien que musulmans, étaient aussi prêtres d'un *faro* (litt., esprit du fleuve Niger, culte religieux). Denkoro le sanguinaire, au moment où il fut intercepté et assassiné par Tonmasa, se disposait à aller faire ses ablutions, suivi de son fidèle forgeron porteur d'une *satala* (bouilloire).

Les forgerons-magiciens n'ont d'ailleurs pas éprouvé de difficulté à adopter la divination géomantique importée par les musulmans⁷⁷. Certes, le successeur de 'Alī Bakary, islamisé à Tombouctou et ayant appris l'arabe auprès d'un *shaykh* de la famille des Bekkai, a été rapidement assassiné avec tous les membres de sa famille, et l'on a attribué cette élimination au fait qu'il voulait interdire la consommation de *dolo* (bière de mil) et le culte des génies ou des ancêtres. En fait, rien n'est moins sûr, puisque l'ambitieux Tonmasa, qui mena tous ces massacres, devait peu après liquider aussi Dion Kolo, le dernier fils de Mamari.

Ce qui est certain, c'est que l'islam se présentait aux Bambara avec des institutions qui ne niaient pas systématiquement les leurs, par exemple la polygamie, le divorce, la répudiation, l'esclavage. Par ailleurs, les marabouts eux-mêmes ne faisaient rien qui aurait pu rebuter les néophytes bambara. C'est ainsi qu'à Dia⁷⁸, sans doute une des métropoles les plus anciennes de l'islam au Soudan occidental, l'enseignement s'accommodait largement aux coutumes autochtones et faisait une large place à la magie⁷⁹. Les marabouts les plus nombreux en milieu bambara étaient les Marka, les Bozo et les Somono, qui se réclamaient des grands maîtres de l'islam maure ou fulbe et, par eux, relevaient de telle ou telle confrérie. En effet, certaines ethnies comme les Soninke, les Marka, les Fulbe et Torodbe, anciennement islamisées et bénéficiant de la tolérance religieuse, servaient de ferment permanent et de modèles. Il en va de même pour les pêcheurs bozo et somono que la tradition mêle aux premiers pas du clan des Koulibali de Ségou.

Bref, cette ouverture réciproque profitait largement aux deux parties en présence : elle associait les dirigeants musulmans au pouvoir et empruntait des voies endogènes pour amener ces peuples vers la foi coranique ; mais aussi elle contribuait à renforcer le pouvoir des monarques qui, face à l'hétérogénéité ethnique et sociale de leurs États, ne pouvaient s'offrir le luxe de dissensions religieuses. Bref, « le païen, en tirant profit de l'islam suivant ses propres concepts, le soudanise, si bien qu'entre ces deux pôles, islamisme

77. L'un des termes pour désigner le consultant *turdala* (devin par le sable) est dérivé de l'arabe *al-tareb* (la terre), alors que les autres sont proprement soudanais — *buguridala* et *kyekyedala*, de *buguri* (poussière) et *kyekye* (sable).

78. Dia est situé sur la rive gauche du Niger, dans le Macina.

79. P. Marty, 1920-1921, vol. IV.

et paganisme, existe une infinité d'états intermédiaires qui les relient l'un à l'autre et qui, selon l'angle sous lequel on les observe, apparaissent tantôt comme une islamisation du soudanais et tantôt comme une soudanisation de l'islam⁸⁰ ».

Du moins les choses en étaient là dans la boucle du Niger avant les *djihād*, si dissemblables par ailleurs, de Sekou Aḥmadu Barry et de al-Hāḍidj Umar. En pays Mossi, c'est probablement du règne de Naaba Kom, fils de Naaba Zombre (vers 1744-vers 1784), que date le début de l'influence musulmane à la cour de Ouagadougou.

L'islam voltaïque n'est surtout pas né d'une pénétration par le nord, contrairement à ce que le processus d'expansion historique de l'islam à travers le Sahara pourrait laisser croire. Bien au contraire le Yatenga, jusqu'à la période coloniale, resta un pays pratiquement fermé à l'islam, en dépit ou à cause de la présence sur son territoire de deux importantes minorités musulmanes : les Fulbe et les commerçants yarse. Des recherches ont montré que l'islam s'était répandu dans le bassin des Volta à la suite des commerçants et des guerriers jula, selon un axe nord-sud à l'ouest de la zone voltaïque, le long de la vallée de la Volta noire, et que la ville de Bobo-Dioulasso a été l'une des principales plaques tournantes du prosélytisme musulman, de même que le *dafing* (clan) marka des Sanogho en fut l'un des vecteurs les plus actifs par ses lettrés et ses marabouts.

Les fondateurs du Gonja étaient des Mande musulmans. De Gonja, l'islam passa en pays Dagomba. Levtzion situe la pénétration de l'islam chez les Dagomba au milieu du XVII^e siècle, au moment où, pour des raisons de sécurité, la capitale de leur royaume fut transférée de Yendi Dabari sur le site actuel de Yendi, plus à l'est⁸¹. Dans ces régions, les centres commerçants devinrent bientôt des centres religieux marqués par la présence de *malam* (savants musulmans). C'est derrière les caravanes de la kola que les propagateurs de la foi pénétrèrent dans le bassin de la Volta blanche. Le premier souverain dagomba converti fut Na Zangina, qui régna au tout début du XVIII^e siècle. Il est possible que la conversion du roi des Dagomba ait facilité la conclusion d'une paix durable avec le Gonja.

L'islam pénétra en pays Mamprusi à peu près à la même époque. Gambaga, la principale place économique, devint très vite un centre musulman. C'est ainsi que l'islam s'introduisit par le sud, à la fin du XVIII^e siècle, dans le Mogho, sous le règne du *mogho-naaba* Zombre. Le souverain de Ouagadougou avait une mère musulmane ; l'islam lui était donc familier. Il ne se convertit cependant pas, mais prit l'habitude de faire les prières quotidiennes et se montra favorable aux musulmans, prosélytes compris. C'est sous Naaba Dulugu (vers 1796-vers 1825) que le pas décisif fut franchi. Le *Mogho-Naaba* se convertit officiellement, il fit construire la première mosquée de Ouagadougou et fit de l'*imām* de cette ville l'un des premiers dignitaires de la cour. Ce premier islam moaga, comme celui qui prévalait

80. C. Monteil, 1924, p. 332.

81. N. Levtzion, 1968, p. 194-203.

alors dans les royaumes mamprusi et dagomba, était un islam aristocratique dont la pratique n'était, pour le *Mogho-Naaba* comme pour tous les autres chefs et dignitaires, nullement exclusive du respect de la religion traditionnelle. Ils étaient loin de tenter d'imposer la religion nouvelle à leurs sujets. C'est ainsi que, musulman convaincu, Naaba Dulugu semble avoir craint que l'islam ne fasse de trop rapides progrès dans le royaume. Il éloigna son fils aîné, le futur Naaba Sawadogo, et destitua le chef de Kombisiri, l'un et l'autre très fervents musulmans, peut-être un peu trop enclins à faire du prosélytisme autour d'eux. L'on voit donc que dans le Royaume bambara comme au sein du Mogho, bien qu'il y ait eu une ouverture réelle à l'égard de l'islam, la religion traditionnelle demeurait malgré tout sur ses gardes et cherchait, en attendant, des formules de compromis. Pour les deux autres pôles politiques de cette époque, l'empire de Kong et du Gwiriko, d'une part, les royaumes gulmance, d'autre part, l'attitude générale était nettement différente. À Kong comme chez les Bobo Jula, la religion islamique était à la fois une raison et un moyen de vivre, si bien que leur politique imbue de foi militante préluait aux *djihād* et aux conquêtes du XIX^e siècle, par Samori en particulier. En revanche, les Gulmanceba étaient des adeptes résolus de la religion traditionnelle.

Conclusion

Pour les pays de la boucle du Niger et du haut bassin des Volta, la période du XVI^e au XVIII^e siècle est sans conteste une phase de structuration étatique.

Les États jula, mossi, gulmanceba et bambara ont tous été, conformément à une tradition ancienne dans cette région, des ensembles pluriethniques. Même si l'ethnie dominante s'octroyait certains privilèges, elle était elle-même la résultante et le moteur d'un brassage interethnique. Il ne s'agissait donc pas d'États ethniques. Les appareils politiques parfois très sophistiqués édifiés ici étaient néanmoins vulnérables, principalement du fait de l'absence quasi générale de textes écrits les régissant.

Par ailleurs, des contradictions internes minaient les États concernés. En premier lieu, la dévolution du pouvoir a souvent suscité de graves problèmes. Quand Naaba Kumdumye de Ouagadougou casait les candidats malheureux à la chefferie pour les calmer, les écarter, mais aussi disséminer dans l'espace le pouvoir dynastique, il ne se doutait pas que son successeur, Naaba Warga, aurait à guerroyer contre les descendants de ces chefs. De même, des « compagnons » de Biton Koulibali installés par lui devenaient parfois des gouverneurs incontrôlables. Cette difficulté politique se doublait d'un problème social, car les princes non intégrés au système du pouvoir se rabattaient sur les paysans qui étaient ainsi surexploités sans pitié.

Ces premières contradictions en masquaient une autre aussi redoutable : celle qui opposait l'entourage royal, formé d'hommes du commun, et les parents du roi, tenus en respect par une série de mesures dont la plus

caractéristique a été la politique menée par Naaba Kango de Waiguyo. Chez les Bambara, la rapidité du passage à l'État permit de mettre en évidence la confrontation entre les trois instances qui s'opposaient, le clan, l'association politique (*ton*) et l'État territorial, conflits qui ne s'atténuèrent que sous des souverains de stature exceptionnelle.

Enfin, il ne faut pas minimiser la question religieuse. Certes, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les États mossi et bambara ont réussi à maintenir avec les groupes musulmans (soninke, jula, yarse) un *modus vivendi*, une sorte de compromis fondé sur la tolérance, le syncrétisme, un échange de services qui consacrait la collaboration entre ces classes dirigeantes. En effet, comme le montre surtout le cas des Yarse, les musulmans, dans cette région, étaient souvent des commerçants indispensables à l'État. Mais il faut noter une différence entre les États mossi et bambara, d'une part, et l'empire de Kong et les royaumes gulmanceba, d'autre part. À Kong, à Bobo et dans le Kenedougou, c'était le modèle de l'islam militant qui s'exprimait, alors que chez les Yarse du Mogho et les Soninke de Ségou et du Kaarta, il y avait un parti pris de s'abstenir de faire de la politique et même, au départ pour les Yarse, d'éviter le prosélytisme, la religion traditionnelle ayant un statut officiel. Mais ne s'agissait-il pas là d'un simple décalage, qui s'explique parce que le rapport des forces était encore loin du seuil de rupture? Le cas limite ici est celui des Gulmanceba qui passèrent brutalement d'un pouvoir inspiré par la religion traditionnelle à la soumission aux Fulbe musulmans, après le *djihād* du Liptako, dès le début du XIX^e siècle.

Quoi qu'il en soit, la formation de l'État dans cette région s'inscrivait dans un cadre économique global qui menaçait à terme ces expériences politiques. En effet, tous ces pays étaient situés entre la limite sud du Sahara et la côte atlantique contrôlée de plus en plus par les Européens, dont la politique commerciale refaçonnait à leur avantage les circuits commerciaux, la structure et les termes de l'échange: l'offre et la demande furent donc progressivement bouleversées. Dans le circuit économique que chaque dirigeant tentait de contrôler dans sa région, le poids relatif des denrées liées à la conquête et à la conservation du pouvoir (chevaux, armes, captifs) ne cessait d'augmenter. D'où l'ombre de l'esclavagisme qui se profilait derrière ces processus auxquels les peuples à pouvoir politique non centralisé étaient loin d'assister passivement.

Certes, par rapport aux dirigeants africains de la côte confrontés directement aux Européens et qui n'avaient d'autre choix que la soumission ou la guerre, un sursis était donné à ces pays de l'intérieur qui semblaient conduire librement leur destin. Mais celui-ci était déjà inscrit dans un processus qui dépendait de plus en plus de l'extérieur. C'est pourquoi les hégémonies de cette région n'ont pas souvent disposé de la durée nécessaire pour établir un État de droit créant la stabilité et l'ordre dont nous parlent les chroniqueurs pour les empires précédents. Néanmoins, le fait primordial ici, c'est que, dans des circonstances difficiles, la preuve a été faite de la capacité des gens à bâtir l'État à partir de matériaux proprement africains.